



L'HIVER EST À NOS PORTES

POUR CERTAIN, IL EST SYNONYME
DE JOIE, POUR D'AUTRES D'ANXIÉTÉ.
IL FAUT S'Y PRÉPARER.

Crédit : Arnaud Barbet

SANTÉ



**MOIS DE
L'ADOPTION**
GROS PLAN SUR
L'ADOPTION
OUVERTE

► 8

HISTOIRE



LE 8 NOVEMBRE
UNE JOURNÉE
POUR LES
VÉTÉRANS
AUTOCHTONES

► 13

SANTÉ

**PROFITER
DE L'HIVER**
POUR FAIRE
UNE MARCHÉ

► 17

► 17

PORTRAIT



**UNE BELLE
CONSCÉCRATION**
POUR FRANÇOISE
SIGUR-CLOÛTIER

► 19

SPORT



**LA FRÉNÉSIE
DU FOOTBALL**
S'EMPARÉ
D'EDMONTON

► 23

PROVINCIAL

SANTÉ

**SEMAINE DE L'IMMIGRATION
FRANCOPHONE**
LES DÉSERTS MÉDICAUX FRANCO-
PHONES NE SONT JAMAIS LOIN

► 3

CALGARY

FRANCOPHONIE

**SEMAINE DE L'IMMIGRATION
FRANCOPHONE**
L'HIVER, UN DÉFI DE PLUS POUR
LES NOUVEAUX ARRIVANTS

► 4

PROVINCIAL

ÉDUCATION

GARDERIES À 10\$
LES FRANCOPHONES
VONT-ILS EN PROFITER?

► 6

ACCUEIL DES IMMIGRANTS : LA FRANCOPHONIE MINORITAIRE SE CHERCHE ENCORE

Les communautés francophones minoritaires se questionnent toujours sur les manières de mieux accueillir les immigrants, tout en tenant compte des différentes francophonies au pays. Les services et les opportunités d'emploi varient beaucoup d'une région à l'autre, mais plusieurs ressemblances existent tout de même, de la Colombie-Britannique au Nouveau-Brunswick.



FRANCOPRESSE



LES SERVICES OU LES POLITIQUES PUBLIQUES DU GOUVERNEMENT NE PRENNENT PAS EN COMPTE LA LENTILLE DE GENRE [...] ET ENCORE MOINS LA LENTILLE FRANCOPHONE EN SITUATION MINORITAIRE”

Soukaina Boutiyeb



GLOSSAIRE

SEXISME

Attitude discriminatoire adoptée à l'encontre du sexe opposé



INÈS LOMBARDO
FRANCOPRESSE

Le Centre de recherche en civilisation canadienne-française (CRCCF) et la Chaire de recherche sur l'immigration et les communautés franco-ontariennes de l'Université d'Ottawa se sont penchés sur la question le 4 novembre, à l'occasion de leur deuxième de trois journées d'étude sur l'immigration et les communautés francophones minoritaires. La prochaine est prévue le 2 décembre.

Soukaina Boutiyeb, présidente de l'Association des communautés francophones d'Ottawa (ACFO Ottawa) et directrice générale de l'Alliance des femmes de la francophonie canadienne (AFFC), a d'emblée rappelé que «le parcours d'un ou d'une immigrante Ottawa est totalement différent d'une personne qui est dans la région de Kapuskasing, notamment dans les services».

Au niveau des défis rencontrés par les personnes immigrantes, elle a rappelé les quatre défis mis en lumière dans le Plan stratégique communautaire en immigration francophone 2018-2023 de la Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA) du Canada, «cette ligne commune de l'intégration des immigrants et du travail qui doit être fait».

Ces quatre défis sont la promotion des régions aux immigrants, inéquitable d'une région à une autre; le recrutement; l'accueil, avec notamment des défis de racisme et de **sexisme** latents; et l'intégration économique et socioculturelle.

En tant que présidente de l'AFFC, Soukaina Boutiyeb a tenu à présenter un cinquième obstacle : «La question de l'écart entre le besoin et le service, surtout pour les femmes immigrantes. Les services ou les politiques publiques du gouvernement ne prennent pas en compte la lentille de genre [...] et encore moins la lentille francophone en situation minoritaire.»

DES DÉFIS D'INCLUSION LATENTS

Leyla Sall, professeur agrégé de sociologie à l'Université de Moncton, au Nouveau-Brunswick, a appuyé les propos de Mme Boutiyeb : les défis d'inclusion et de rétention existent toujours, notamment en raison des différentes configurations des régions.

Il fait observer que la francophonie néobrunswickoise et celle de la Colombie-Britannique ont «deux configurations extrêmes» : au Nouveau-Brunswick, 31,8 % de la population a le français comme langue maternelle, mais les immigrants ne représentent que 2,0 % des francophones.

C'est le contraire en Colombie-Britannique, qui compte 1,4 % de francophones de langue maternelle. Les francophones nés à l'étranger y comptent toutefois pour 28 %.

Selon le professeur Sall, le cœur de l'intégration reste le marché du travail, «ultra dominé par l'anglophonie, donc ça pose des problèmes d'intégration. [...] Le nerf de la guerre, c'est l'emploi. L'intégration pour moi est essentiellement économique, car sans elle, les autres dimensions de l'intégration comptent pour zéro».

À ces défis d'inclusion qui perdurent s'ajoute le racisme dans le marché du travail. Le professeur néobrunswickois cite le cas d'enseignants



↑ Le Centre de recherche en civilisation canadienne-française et la Chaire de recherche sur l'immigration et les communautés franco-ontariennes ont organisé le 4 novembre leur deuxième journée d'étude sur l'immigration et les communautés francophones minoritaires. Crédit : Ksenia Makagonova - Unsplash

immigrants qui se sont fait demander en Acadie : «Comment allez-vous transmettre la culture acadienne à nos élèves?»

LES COMPRESSIONS RÉDUISENT L'IMMIGRATION

Côté franco-albertain, Valérie Lapointe-Gagnon, professeure agrégée en histoire et droits linguistiques à la Faculté Saint-Jean, a rappelé que même s'il y a une reconnaissance de la francophonie en Alberta, «l'État ne donne pas les outils».

L'approche inclusive des immigrants est d'autant plus importante, indique-t-elle, car le Campus Saint-Jean offre le programme de diplôme de formation en éducation, un diplôme qualifiant sur deux ans.

«Ce diplôme est extrêmement fréquenté par les nouveaux arrivants, sachant que 30 % de la population du Campus Saint-Jean provient de l'immigration», explique-t-elle.

Or, le campus est affecté depuis des années par des compressions massives qui réduisent son offre de cours.

«Le gouvernement a ainsi dit à l'administration du campus qu'on ne pouvait pas financer davantage et qu'il fallait donc réduire les admissions. Ça vient porter un coup dur à cette mission d'intégration que peut remplir le Campus Saint-Jean», indique Valérie Lapointe-Gagnon.

«ON EST FINANCÉS POUR PARLER DE CE QUI NOUS DIVISE»

François Charbonneau, codirecteur de l'axe Francophonies minoritaires, histoire et politiques des

langues et professeur adjoint à l'École d'études politiques de l'Université d'Ottawa, a davantage remis en question la francophonie accueillante : «Quand vous parlez de communauté, j'ai envie de vous demander ce que ça veut dire. Il y a des mots qu'on tient pour acquis en francophonie, on parle de "vitalité", etc. Et souvent, on n'a pas les réponses à ces questions».

À la question des différences régionales dans l'inclusion et l'accueil des immigrants, lui s'est plutôt interrogé : «Pourquoi on n'insiste pas davantage sur les ressemblances de l'expérience d'immigration [et sur] celle du défi du Canada français dans l'accueil des immigrants?»

«On parle constamment en francophonie canadienne de ce qui nous divise, on ne fait que ça. Et on est financés pour parler de ce qui nous divise!» s'est emporté François Charbonneau.

Ce rêve d'unité a déjà existé à travers la Commission Laurendeau-Dunton, a rappelé Valérie Lapointe-Gagnon.

«[C'était] pour matérialiser l'idée de deux communautés d'accueil, dont une francophone plurielle, qui ne mènerait pas à l'assimilation, mais bien à l'intégration pour réconcilier la langue avec l'identité et la langue et la culture.»

Mais le tout a dérivé et «a privé la communauté francophone de sa capacité d'accueil [en menant] certaines branches dans un repli identitaire et à des tensions qui ressortent aujourd'hui», a-t-elle déploré.

En réponse à François Charbonneau, Leyla Sall a recadré : «Tu tires à boulets rouges sur le fédéral, mais les francophonies minoritaires canadiennes sont devenues des communautés d'accueil d'immigrants par la Loi sur les langues officielles [amendée en] 1988, qui dit que le gouvernement fédéral doit prendre des mesures positives pour accélérer la vitalité de ces communautés-là, et par la Loi sur l'immigration [...]. Le fédéral ne fait pas que nous diviser». ▲



PROVINCIAL

SANTÉ

LE CENTRE DE BIEN-ÊTRE

et de prévention pour Afro-Canadiens de l'Alberta (CBEP) est un organisme sans but lucratif qui répond aux besoins des Afro-Canadiens et des personnes vulnérables vivant en Alberta. Il met en œuvre des programmes de sensibilisation communautaire et crée des partenariats avec les institutions de santé étatiques et non étatiques.

POUR PLUS D'INFORMATIONS :

- Centre de bien-être et de prévention pour Afro-Canadiens de l'Alberta (CBEP): cbep.ca
- Portail de l'Immigrant Association: www.pia-calgary.ca
- Réseau Santé Alberta (RSA): reseausante.albertain.ca

IL EST TEMPS DE LUTTER CONTRE LE DÉSERT MÉDICAL EN FRANÇAIS

Dans le cadre de la Semaine de l'immigration francophone, le Réseau santé Alberta (RSA) a tenu, le 10 novembre dernier, une rencontre-discussion sur la santé des femmes et des hommes immigrants francophones. Ce rendez-vous réunissait notamment des professionnels de la santé et des immigrants. Les débats ont été riches en informations.

IJL
FRANCO.PRESSE
LE FRANCO



JE VOULAIS SAVOIR COMMENT JE PEUX ACCÉDER AUX SOINS DE SANTÉ. C'EST ÇA, MON PROBLÈME. JE NE SUIS PAS ENCORE INTÉGRÉE. SI VOUS POUVEZ M'AIDER AVEC CE PROBLÈME-CI, J'APPRÉCIERAI VRAIMENT"

D^{re} Michelle Dion

Au début de l'activité, le directeur général du RSA, Paul Denis, a rappelé que le mandat de l'organisme est d'améliorer l'accès aux services de santé en français, là où se trouvent les francophones et partout en Alberta. «La santé est quelque chose qu'on possède aujourd'hui, mais pas nécessairement demain», explique-t-il. De là, de nombreux intervenants «mettent la table».

Le D^r Nganda Luki, responsable du Centre de bien-être et de prévention pour Afro-Canadiens de l'Alberta (CBEP), va plus loin en soulevant une autre problématique. «Les immigrants arrivent en bonne santé, mais tous les immigrants ne sont pas égaux devant le problème de la santé, n'est-ce pas?»

Il insiste sur le fait que les immigrants qui viennent des pays de l'Europe ont pratiquement le même système de soins, tandis que ceux qui arrivent d'ailleurs, de l'Afrique et de l'Asie, rencontrent un système qui est loin d'être identique à celui de leur pays d'origine.

D^{re} Michelle Dion, médecin de famille en Alberta depuis 2013 et récemment nommée vice-présidente du RSA, poursuit. Très rapidement, elle questionne la population immigrante pour connaître ses besoins et ainsi pouvoir y répondre de façon pertinente par l'intermédiaire du réseau de santé. Une réflexion nécessaire, encouragée quelques minutes plus tard par l'intervention d'Adolphine Asungu.

DES FRANCOPHONES QUI NE SAVENT PAS OÙ ALLER

Nouvelle immigrante francophone et observatrice, Adolphine Asungu sort de l'ombre. «Je voulais savoir comment je peux accéder aux soins de santé. C'est ça, mon problème. Je ne suis pas encore intégrée. Si vous pouvez m'aider avec ce problème-ci, j'apprécierai vraiment», explique-t-elle.

Une inquiétude s'est alors propagée. En participant à l'activité, Mme Asungu pouvait obtenir les réponses dont elle avait besoin, mais qu'en est-il de la plupart des nouveaux arrivants francophones? Des participants confirment que la plupart ne savent pas par où commencer.

Clémentine Savadogo, travailleuse sociale avec le Portail de l'Immigrant Association (PIA),

soulève aussi la notion de proximité des soins de santé en français pour le public qu'elle accompagne. Elle évoque un désert médical qui les met à risque.

En effet, elle indique que les francophones n'ont souvent d'autre choix que de consulter en anglais et «répondent à toutes les questions du médecin, sans vraiment comprendre». Une situation qui pourrait être résolue rapidement s'ils étaient notamment conscients qu'un interprète peut intervenir sur demande, surtout à l'hôpital.

BARRIÈRES LINGUISTIQUES ET MÉDIAS SOCIAUX : UN PARCOURS VERS LA DÉSINFORMATION

D^r Luki met l'accent sur les barrières linguistiques en évoquant une petite anecdote. Lorsque sa famille et lui ont quitté Montréal pour s'installer à Edmonton, son épouse a eu des maux de tête atroces. À l'hôpital, le médecin qui l'examine lui explique en anglais que c'est une «migraine». D^r Luki, confus, ne comprend pas. Après avoir demandé à son confrère d'écrire le mot, il s'est exclamé, «cela a fait du sens!» Migraine, en français et en anglais, s'écrit de la même façon, mais se prononce très différemment.

Si les barrières linguistiques sont un problème, les connaissances médicales sont également un sujet de préoccupation majeure pour les nouveaux arrivants francophones qui se tiennent informés grâce à la communication orale et rarement à l'écrit.

Présente à la rencontre, Ida Kamariza, la coordonnatrice du Réseau en immigration francophone de l'Alberta (RIFA), souligne d'ailleurs que les six premiers mois sont cruciaux pour les nouveaux arrivants. «Ils doivent mettre le pain et le beurre sur la table et avoir un toit sur la tête», explique-t-elle. Alors, la **littératie** médicale est loin d'être une de leurs préoccupations.

Pour continuer, D^r Luki souligne que l'un des principaux moyens par lesquels les immigrants consomment l'information, c'est grâce à Facebook.

Malheureusement, les réseaux sociaux véhiculent des messages erronés. «Vous n'y verrez d'ailleurs jamais les nouvelles du gouvernement du Canada ou de la santé publique.»

Si la désinformation est un problème pour tous, le D^r Luki estime qu'il faut tâcher de convaincre et de créer une relation de confiance avec les mères de famille. «Quand la maman est d'accord pour faire quelque chose, souvent l'homme et les enfants suivent.»

DES SOLUTIONS**POURRAIENT VOIR LE JOUR**

Ida Kamariza souligne que les immigrants francophones pourraient bénéficier dès leur arrivée d'une formation. Celle-ci les aiderait à se diriger vers le réseau de santé. Elle propose que ceux-ci aient accès à un «carnet d'orientation auquel contribuent finalement tous les intervenants francophones».

Elle ajoute que la vie va souvent trop vite pour les immigrants fraîchement arrivés. Les besoins primaires doivent être comblés et c'est leur principale préoccupation. De l'avis général, la santé mentale et physique ne devraient pas être loin derrière.

Paul Denis, directeur général du RSA depuis août 2017, valide et ajoute que certains immigrants viennent de pays où les services de santé sont peu élaborés. Il espère éventuellement mettre sur la route une clinique mobile qui pourrait faire la tournée des écoles francophones pour les enfants, mais aussi pour leurs parents. «La montagne est grande, il faut travailler ensemble pour y travailler.» ▲



↑ Paul Denis, directeur général du RSA. Crédit: Courtoisie



↑ D^r Nganda Luki, responsable du Centre de bien-être et de prévention pour Afro-Canadiens de l'Alberta (CBEP). Crédit: Courtoisie



↑ D^{re} Michelle Dion, récemment nommée vice-présidente du RSA. Crédit: Courtoisie

LE MANDAT DU RÉSEAU SANTÉ ALBERTA (RSA) est d'augmenter l'accès à des services de santé en français partout en Alberta, là où se trouvent les francophones. L'organisme agit à trois niveaux: 1) renforcer les liens avec les intervenants du domaine de la santé pour assurer une meilleure planification, coordination, offre et évaluation des soins de santé primaires offerts en français; 2) développer les capacités des groupes de santé, des professionnels d'expression française, des organismes et des institutions francophones afin de favoriser la prise en charge de sa santé; et 3) consolider l'efficacité et l'efficacité opérationnelles du réseau et accroître ses compétences en matière de soins de santé primaires pour mieux répondre aux besoins.

GLOSSAIRE**LITTÉRATIE**

Ensemble des connaissances en lecture et en écriture nécessaires pour qu'une personne soit fonctionnelle en société



ISAAC
LAMOREUX
JOURNALISTE

OÙ EN ALBERTA?

OÙ PEUT-ON VOIR
CES MAGNIFIQUES
BULLES FIGÉES
PAR LE FROID?



FRANCO QUIZ

Testez vos connaissances sur la francophonie.

EN QUELLE ANNÉE JOSEPH ET FRANÇOIS LAMOUREUX SE SONT-ILS INSTALLÉS EN ALBERTA, CRÉANT LE VILLAGE LAMOUREUX, AU NORD D'EDMONTON?

N°1
1900

N°2
1879

N°3
1872

• Dans le lac gelé Abraham sur la rivière Saskatchewan.
• Réponses :



↑ Priscille Poeri, travailleuse en établissement dans les écoles. Crédit : Courtoisie

COMMENT SE PRÉPARER À L'HIVER ALBERTAIN?

S'intégrer dans une nouvelle société, dans un nouveau pays, ce n'est jamais facile. Alors quand cela inclut des changements de températures inattendus et difficiles, il vaut mieux être préparé. Certains immigrants ont déjà vécu ces changements saisonniers sans réelles difficultés, alors que d'autres restent sous le choc année après année. Se préparer à l'hiver en se nourrissant et en s'habillant adéquatement permet une meilleure intégration hivernale.

« Je suis arrivée en octobre à Edmonton. D'où je venais, à Montréal, c'est l'automne. Personne ne m'avait dit qu'ici à cette époque, il pourrait y avoir des surprises », dit Priscille Poeri, travailleuse en établissement du Portail de l'Immigrant Association (PIA) œuvrant dans les écoles du Conseil scolaire FrancoSud.

Une semaine après son arrivée en 2017, Priscille est sous le choc un matin. De sa fenêtre, elle voit la neige. « Je me lève et tout est blanc », s'exclame-t-elle. Habitée à l'hiver montréalais, elle pensait que « l'hiver du Canada » était là et que les températures saisonnières étaient pareilles dans chaque province. C'était mal connaître la météo albertaine et ses variations climatiques.

UNE PRÉPARATION MENTALE ET DE LA SOLIDARITÉ POUR VAINCRE LE FROID

Après cette expérience étrange de la neige, Priscille s'est rendue à l'évidence : il fallait se préparer mentalement pour faire face aux différents changements de température tout au long de l'année. « J'ai appris qu'ici en Alberta, en une journée, tu peux avoir toutes les saisons », dit-elle. Elle ajoute, « quand j'ai appris ça, je me suis dit, il faut vraiment se préparer mentalement et savoir qu'ici, c'est vraiment différent ».

IJL
FRANCO.PRESSE
LE FRANCO

« J'AI APPRIS QU'ICI EN ALBERTA, EN UNE JOURNÉE, TU PEUX AVOIR TOUTES LES SAISONS »
Priscille Poeri



GLOSSAIRE

RÉCONFORTANT
Provoque un regain de force ou de courage, redonne le moral



EMMANUELLA KONDO
JOURNALISTE

Regarder la météo chaque matin avant de commencer sa journée fait partie des habitudes quotidiennes qu'elle a adoptées pour mieux s'adapter à l'hiver. Priscille a dû aussi faire face à plusieurs situations hivernales difficiles. Victime d'une collision avec un autre véhicule sur une route glissante, elle a encore peur aujourd'hui de prendre le volant en hiver. Elle se donne alors du courage en partageant ses expériences avec les nouveaux arrivants qu'elle rencontre au travail.

Jacques Joseph est l'un de ces nouveaux arrivants. Calgarien depuis mai dernier, il reçoit des conseils et aussi de l'aide alimentaire. « Priscille est ma conseillère. Elle m'a fourni de la nourriture, m'a aussi offert beaucoup de support », explique-t-il.

Il n'est d'ailleurs pas la seule personne qui bénéficie des ressources offertes par Priscille et le PIA. Le 26 octobre dernier, le PIA a animé, en collaboration avec la Fédération des parents francophones de l'Alberta (FPFA), un atelier sur la façon de s'habiller en hiver. Les participants ont alors appris de petites astuces vestimentaires pour ne pas souffrir du froid.

Au programme, quels sont les tissus et matériaux à privilégier par grand froid? Les habits en laine sont à prioriser pour leur qualité thermique. Porter trois couches de vêtements vous protégera mieux contre l'hiver. « Honnêtement, tous ces petits détails étaient vraiment appréciés. L'atelier était pour les nouveaux arrivants, mais c'était vraiment bénéfique pour tout le monde », explique Priscille.



↑ Jacques Joseph se dit prêt à affronter l'hiver albertain. Crédit : Courtoisie



↑ Céline Bossé, diététiste en santé publique depuis 35 ans. Crédit : Courtoisie

LA FAMILLE ET UNE ALIMENTATION SAINE ET RÉCONFORTANTE

Un des aspects qui a beaucoup d'impact sur la vie de Jacques Joseph est l'alimentation. Étant prédiabétique, il doit se restreindre à une certaine diète alimentaire. Pendant l'hiver, Jacques explique que son corps ne se réchauffe pas aussi rapidement que d'habitude, ce qui le pousse à boire moins d'eau, mais plus de boisson chaude comme du thé. Il est amené à manger aussi moins de viande rouge. « Je ne mange pas trop de viande. Je suis un petit peu végétarien donc je mange souvent que des légumes et parfois du poisson », dit-il.

Céline Bossé, diététiste en santé publique basée à Calgary, explique que l'alimentation en hiver doit être très différente de celle que l'on consomme en été. « En hiver, il fait froid. Il faut manger plus de calories [...], faire des repas tout-en-un, avec une base de viande et des légumes en sauce. Des repas réconfortants. » Selon la diététiste, un repas réconfortant peut être riche en calories, mais il doit varier selon les habitudes et les conditions de santé de la personne qui le prend.

Elle estime que pour accompagner une alimentation riche en protéines, il faut bouger. La diététiste indique qu'il est essentiel de passer du temps dehors pendant l'hiver. « On s'entend qu'en hiver, il faut aussi aller dehors. Si vous restez trop souvent à l'intérieur et que vous mangez très riche, vous risquez de prendre du poids », explique-t-elle.

Elle ajoute d'ailleurs qu'un repas **réconfortant** n'est pas forcément synonyme d'une grande quantité de calories, il peut être aussi très équilibré et raisonnable. Un classique, « une soupe au poulet avec des nouilles et des légumes ».

Céline Bossé conclut en ajoutant qu'en hiver, il est toujours mieux de manger en famille et de rester près de ses proches. « Essayez de manger les repas ensemble. Ne divisez pas la famille, l'un mange à telle heure et l'autre mange après. Mangez en famille ou entre amis. » ▲



LE LANCEMENT DU REGANA REPORTÉ À LA DERNIÈRE MINUTE



↑ Guillaume Bédard, président du Conseil de développement économique de l'Alberta. Crédit : Courtoisie

Vendredi 12 novembre, le Conseil de développement économique de l'Alberta (CDÉA), le leader des services d'accompagnement aux entreprises francophones, a annoncé par voie de communiqué que le lancement du Réseau des entrepreneurs et gens d'affaires noirs de l'Alberta (REGANA) était reporté.

Cet événement devait avoir lieu le lendemain, le samedi 13 novembre, et réunir un grand nombre de gens d'affaires de la communauté noire albertaine. La présence de Nate Glubish,

le ministre de Service Alberta, avait aussi été annoncée.

Dans le communiqué, le président du CDÉA, Guillaume Bédard, indiquait, sans autre explication,

que le CDÉA «a été obligé d'annuler cet événement».

UN SOUTIEN DANS LA COMMUNAUTÉ

Rudy Dongmo Kemtsa est **navré** de cette annulation soudaine. Cet entrepreneur d'Edmonton devait prendre part à l'événement en tant que panéliste. Il note toutefois «rester ouvert à toute



collaboration future».

Guillaume Bédard mentionne que ce lancement n'est que partie remise et qu'une nouvelle date sera annoncée sous peu. «Nous croyons fortement que le REGANA est une partie intégrale du développement de notre communauté d'affaires.»

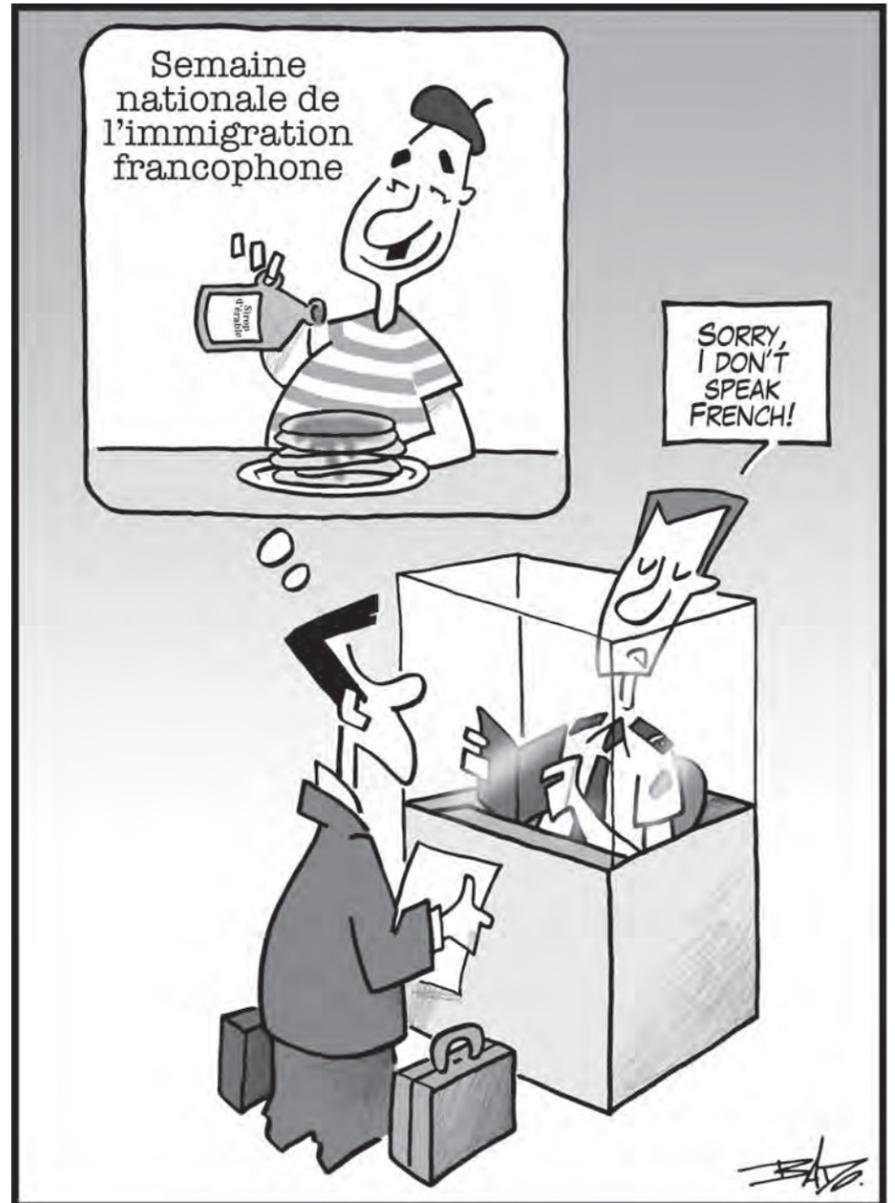
La directrice générale et fondatrice de SheGlows Edmonton, Tina Shimatu, qui devait aussi être panéliste lors du lancement, compte

toujours y participer. «Quand il y a une initiative qui soutient la communauté, c'est important qu'on se mette tous ensemble.»

La rédaction espère être très prochainement en mesure d'annoncer la nouvelle date du lancement de REGANA et de vous en dire plus sur ce projet prometteur pour la communauté noire dans le domaine de l'entrepreneuriat. ▲

GLOSSAIRE

NAVRE
Être attristé, contrarié, déçu



OYEZ, OYEZ! **VOUS ÊTES ENTREPRENEUR.E!**

VOUS SOUHAITEZ QUE LES FRANCOPHONES DE L'ALBERTA DÉCOUVRENT ET APPRÉCIENT VOS PRODUITS ET SERVICES...

JOUEZ LA CARTE "LE FRANCO"! LA RENTRÉE COMMERCIALE SE PRÉPARE DÈS MAINTENANT. N'HÉSITÉS PAS ET CONTACTEZ VALÉRIANE À L'ADRESSE RECEPTION@LEFRANCO.AB.CA

Appel aux bénévoles

Vous avez une expertise particulière?
L'envie brûlante d'écrire et de partager quelque chose qui vous anime avec votre communauté?
Quel contenu manque-t-il dans ce journal?

ENGAGEZ-VOUS AVEC
LE FRANCO

PARTAGEZ VOS IDÉES À
REDACTION@LEFRANCO.AB.CA



DES GARDERIES À 10\$ PAR JOUR D'ICI 2026 EN ALBERTA

En avril dernier, le gouvernement Kenney s'était montré réticent face au programme national de garderies abordables proposé par le fédéral. Cette approche universelle réduisant le coût des places en garderie à 10\$ par jour d'ici 2026 ne lui convenait pas parce qu'il voulait conserver son système de garderies. En juillet, des négociations ont été entamées, et le 15 novembre dernier, l'entente a enfin été conclue.



IJL
FRANCO.PRESSE
LE FRANCO



ÇA SERAIT
IMPORTANT
QUE LES COM-
MUNAUTÉS,
CEUX QUI
S'INTÉRESSENT
À AVOIR DES
GARDERIES
CONTACTENT
LA FPFA POUR
NOUS LE FAIRE
SAVOIR”

Mireille Pélouquin



GABRIELLE
BEAUPRÉ
JOURNALISTE

Ottawa versera donc une enveloppe de 30 milliards de dollars à l'Alberta qui disposera ainsi d'un financement de 3,8 milliards par année sur cinq ans. D'ici 2026, le coût des places en garderie sera réduit à 10\$ par jour et 42 500 places seront créées partout en province.

Face à cette annonce, Mélanie Meyer, présidente de la Société de parents de l'école Le Ruisseau à Brooks, verbalise son grand enthousiasme : «Ça va permettre aux parents de retourner au travail plus tôt et de ne plus être handicapés par le prix vraiment **exorbitant** des garderies».

Selon Mireille Pélouquin, la directrice générale de la Fédération des parents francophones de l'Alberta (FPFA), le coût moyen d'une place dans une garderie francophone est d'environ 55\$ par jour. «Le plus beau prix qu'on a vu dans la province était de 25\$ par jour» lors du projet pilote instauré par le Nouveau Parti démocratique (NPD) de l'Alberta en 2017 et qui a pris fin en mars 2020.

«Là, on parle de réduire les coûts à 10\$ par jour, c'est merveilleux!», s'exclame-t-elle. Déjà, dès le début de l'année prochaine, les prix des places en garderie commenceront à être réduits de moitié, afin qu'en 2026, les prix soient de 10\$ par jour.

L'ACCESSIBILITÉ DE L'APPRENTISSAGE EN FRANÇAIS

À Brooks, relate Mélanie Mayer, «on a des parents qui inscrivent leurs enfants dans les garderies anglophones puisqu'elles coûtent beaucoup moins cher». Rendre toutes les places en garderie aux mêmes prix et abordables «va encourager plus de familles à avoir recours aux services de la petite enfance francophones», croit Mireille Pélouquin.

Pour les familles qui veulent que leurs enfants parlent le français, cette nouvelle accessibilité financière aux garderies francophones leur permettra de le faire sans penser à leur portefeuille. D'ailleurs, les deux femmes s'accordent sur le fait que c'est beaucoup plus facile de commencer à apprendre une langue en bas âge. «Les garderies francophones sont une porte d'accueil pour les familles envers la francophonie», enchaîne Mireille Pélouquin.

Parallèlement, Rebecca Polak, l'attachée de presse du ministère des Services à l'enfance,



↑ La garderie Les Petits Trésors située à Brooks. Crédit : Courtoisie

affirme que l'entente entre Ottawa et l'Alberta permettra aux «familles albertaines d'avoir accès à des services de garde d'enfant de haute qualité dans leurs communautés, qui reflètent leurs besoins linguistiques et culturels». «On est vraiment heureux pour les francophones», dit joyeusement la directrice générale de la FPFA.

LA CRÉATION DE NOUVELLES PLACES EN FRANÇAIS

Au moment d'écrire ces lignes, Mme Polak, ne savait pas encore quel montant du budget serait accordé aux francophones pour la création de nouvelles places ni combien seront ajoutés. «Nous nous engageons à communiquer ces détails dès qu'ils seront disponibles», précise-t-elle. Notre rédaction continuera donc de suivre de près les développements dans ce dossier et vous en tiendra informés.

Rebecca Polak assure néanmoins que le ministère des Services à l'enfance sera prochainement en pourparler avec les opérateurs francophones tels que la FPFA pour discuter de la création de places afin de répondre aux besoins de la communauté.

Mireille Pélouquin souligne que la FPFA sera en position «stratégique» dans ce processus puisque l'organisme mettra l'accent sur «les déserts de garderies francophones», ces endroits où il n'y a pas d'établissement préscolaire regroupant tous les âges ou d'école francophone.

Pour la FPFA, la situation de la garderie Les petits cailloux, à Jasper, illustre parfaitement ce manque à combler. La garderie a ouvert ses portes début septembre et elle ne peut accueillir que des enfants de trois ans et plus. Il n'y a pas de place pour les plus petits. «Ça serait important que les communautés, ceux qui s'intéressent à avoir des garderies contactent la FPFA pour nous le faire savoir», conclut la directrice générale. ▲

GLOSSAIRE

EXORBITANT
Excessif, exagéré

Pour plus d'information :

Fédération des parents francophones de l'Alberta : <https://fpfa.ab.ca>

SOYEZ ENTIÈREMENT PROTÉGÉS.

FAITES-VOUS VACCINER CONTRE LA GRIPPE ET CONTRE LA COVID-19.

Les enfants de moins de 5 ans – et leur famille – doivent se faire vacciner contre la grippe dans une clinique d'AHS. Rendez-vous obligatoires.

Tous les autres Albertains peuvent se faire vacciner dans une pharmacie ou un cabinet de médecin.

Si vous n'êtes pas encore vaccinés contre la COVID-19, vous pouvez recevoir ce vaccin en même temps que celui contre la grippe.

Pour en savoir plus, visitez le site ahs.ca/vaccin.
Vous avez des questions? Appelez le 811.



RUBRIQUE JURIDIQUE

COLLABORATION SPÉCIALE AVEC L'AJEFA



GLOSSAIRE

ENTENTE À L'AMIABLE

Qui se règle en dehors de toutes procédures judiciaires

LE PLAN PARENTAL

LOIS SUR LES QUESTIONS PARENTALES
La Loi sur le divorce et la loi sur le droit de la famille (*Family Law Act*) traitent toutes deux des questions parentales en Alberta. La *Loi sur le divorce* est une loi fédérale et s'applique à la grandeur du Canada aux personnes mariées ou divorcées. La *Family Law Act* est une loi provinciale qui s'applique aux personnes mariées ou non mariées. Ces deux lois utilisent des termes comme temps parental, contacts et pension alimentaire. Dans tous les cas, un plan parental est nécessaire.

QU'EST-CE QU'UN PLAN PARENTAL?

Un plan parental est un accord entre deux parents ou tuteurs concernant l'endroit, les besoins et la façon de prendre des décisions dans l'intérêt de l'enfant. Les désirs des parents ou tuteurs ne sont pas pertinents lors de l'élaboration d'un tel plan. Un bon plan est facile à comprendre et explique les responsabilités de chacun.

Le plan parental peut prendre diverses formes et peut être conclu par une **entente à l'amiable** ou en ayant recours à différents services tels que la médiation, l'arbitrage, le processus collaboratif ou le tribunal.

Le plan parental doit répondre à de nombreuses questions concernant l'enfant et son intérêt. Il est préférable de faire une liste afin de s'assurer que les besoins de l'enfant soient respectés et entendus. Voici quelques critères à prendre en considération lors de l'élaboration d'un plan parental :

- Responsabilités décisionnelles : Qui prendra les décisions concernant l'enfant? Est-ce le même parent qui prendra les décisions concernant l'éducation, la santé et la spiritualité?
- Conditions de logement : Où vivra l'enfant?
- Communication : Comment l'enfant restera-t-il en contact avec l'autre parent ou tuteur? Est-ce qu'il devra respecter des heures particulières? Comment communiqueront-ils ensemble?
- Temps parental : Combien de temps l'enfant passera-t-il avec chaque parent ou tuteur? Un calendrier parental est-il nécessaire?
- Temps de contact : L'enfant pourra-t-il continuer d'aller voir ses grands-parents ou d'autres membres de la famille lors de certaines journées précises?
- Activités : Comment l'enfant continuera-t-il ses activités parascolaires et qui va l'inscrire? Qui amènera l'enfant à ses activités?
- Vacances : Où l'enfant passera-t-il les jours fériés, les anniversaires de naissance, les vacances scolaires, etc.?
- Déménagement : Que se passe-t-il si un parent ou un tuteur veut déménager? Comment l'avis sera-t-il communiqué?
- Résolution des différends : Quelle sera la démarche à suivre par les parents ou tuteurs en cas de désaccord? Que se passe-t-il si l'un des parents ou tuteurs veut modifier le plan parental à un moment donné?

COMMENT OFFICIALIZER UNE ENTENTE?

Un parent ou tuteur ne devrait pas signer l'entente s'il n'y consent pas de son propre gré. Chaque personne concernée doit s'assurer de bien comprendre l'entente et doit en vérifier les dispositions afin de s'assurer qu'elles soient légales. En cas de besoin, un avocat peut examiner le plan avant la signature. Si l'entente

comprend seulement un plan parental, il n'est pas nécessaire d'avoir de témoin.

Les parents ou tuteurs peuvent demander d'officialiser l'entente sous la forme d'une ordonnance par consentement auprès du tribunal. Pour faire cette demande, les parents ou tuteurs doivent accepter les conditions de l'ordonnance. Ils doivent en faire la demande auprès de la cour et payer les frais de dossier.

COMMENT MODIFIER UNE ENTENTE PARENTALE?

Avec l'accord mutuel des parents, les nouvelles dispositions sont soumises à la cour sous la forme d'une ordonnance par consentement. Toutefois, un parent peut demander à la cour qu'elle modifie l'entente lorsque les parties n'arrivent pas à s'entendre à l'amiable. Après examen, la cour prendra une décision basée sur l'intérêt de l'enfant.

LE RÔLE PARENTAL APRÈS LA SÉPARATION (PARENTING AFTER SEPARATION)

Le gouvernement de l'Alberta offre un cours gratuit en ligne et disponible en français qui est destiné aux parents qui se séparent (exemplaires gratuits auprès de l'AJEFA). Ce cours explique notamment les façons de bien communiquer et aide à comprendre les conséquences négatives des conflits liés à une séparation sur le développement du cerveau de l'enfant et sur son bien-être.

La chronique radiophonique à ce sujet est disponible sur le site Web de Radio Cité 97,9 FM à www.radiocitefm.ca.

Pour plus d'information et des ressources, visitez le www.ajefta.ca ou composez le 1 844 266 5822 pour obtenir un rendez-vous avec un agent juridique du Centre albertain d'information juridique. ▲



MAÎTRE CHRISTIAN CORMIER*
AVOCAT

* Maître Christian Cormier, de Prairie Advocate Law Office à Edmonton, pratique en droit des affaires, litige et droit de la famille. Il est un membre et un bénévole dévoué de l'AJEFA.

QU'EST-CE QU'UNE ORDONNANCE PAR CONSENTEMENT?

Une ordonnance par consentement est une décision de la cour convenue au moyen d'un consentement entre les parties et présentée à un juge à des fins d'examen et de signature. L'ordonnance par consentement diffère des autres ordonnances en ce que la cour ne fait qu'entériner l'accord des parties.



Association des juristes d'expression française de l'Alberta



L'ADOPTION N'EST PLUS ANONYME

En Alberta, les agences d'adoption agréées aident les parents biologiques à trouver les parents adoptifs parfaits pour l'enfant à naître et encouragent la création et le maintien d'une relation grâce à l'adoption ouverte. Bien que le processus d'adoption soit devenu plus facile pour la mère biologique, les longs délais d'attente restent extrêmement difficiles pour les parents adoptifs.



IJL
FRANCO.PRESSE
LE FRANCO



L'ADOPTION N'EST PLUS COMME IL Y A 40 ANS, LORSQUE LA MAMAN SE SÉPARAIT DU BÉBÉ ET QU'ON L'EMMENAIT SANS SAVOIR OÙ IL FINIRAIT"
Cassandra Fries

Lorsque *Adoption Options*, la principale agence d'adoption agréée en Alberta, met en place un processus d'adoption ouverte, elle donne la possibilité à la mère biologique de choisir les parents qu'elle désire pour son enfant. Les acteurs de l'adoption ont alors l'occasion de connaître leur identité mutuelle. L'agence d'adoption partage aussi les antécédents médicaux et examine les profils des candidats à l'adoption, permettant ainsi à la mère biologique de choisir le meilleur foyer pour son enfant.

Après l'adoption, les relations varient selon les cas. Certaines familles ont des relations très ouvertes, enrichissantes et régulières. Pour d'autres, qui ne sont pas tout à fait à l'aise avec cela en raison des circonstances de la vie, ils se contentent d'échanger des courriels ou des textos de temps en temps. Certains se rencontrent lors d'occasions particulières comme les anniversaires, les baptêmes ou le premier jour de l'école.

En général, «les gens se situent quelque part entre les deux», dit Sheryl Proulx, directrice générale de l'agence d'adoption.

CASSANDRA, 16 ANS, SANS SOUTIEN ET NE SACHANT PAS VERS QUI SE TOURNER

Alors qu'elle était en 11^e année, Cassandra Fries a vécu le processus d'adoption ouverte. Enceinte, sans soutien du père biologique de son enfant ni appui financier et affectif de la part de sa famille, elle a décidé d'appeler les agences d'adoption locales pour explorer ses options.

Originaire de Saint-Albert, la jeune femme a apprécié l'approche d'*Adoption Options*. On lui a proposé d'explorer diverses options avant la fin de sa grossesse. «Ils ne m'ont jamais imposé l'adoption», apprécie-t-elle. Si elle avait décidé de choisir une autre option, les travailleurs sociaux qui l'accompagnaient se seraient simplement assurés qu'elle prenait sa décision en toute connaissance de cause et l'auraient aidée à s'informer de toutes les manières possibles.

Aujourd'hui, Cassandra est âgée de 29 ans et mère d'une petite fille de cinq ans, Aria. Elle entretient aussi une relation très étroite avec la famille adoptive de son premier enfant, Anna. La famille adoptive et elle s'échangent toujours des photos de leurs enfants pendant les fêtes et, plus récemment, du premier jour de la rentrée scolaire. «Elles sont aujourd'hui comme des sœurs.»

«L'adoption n'est plus comme il y a 40 ans, lorsque la maman se séparait du bébé et qu'on l'emmenait sans savoir où il finirait. On ne savait pas qui étaient ses parents, s'il était même mort ou vivant», dit fièrement Cassandra Fries.



↑ Cassandra Fries avec sa fille Aria âgée alors de 4 ans, sa fille biologique Anna et le frère de celle-ci. Crédit : Courtoisie



↑ Sheryl Proulx avec une famille biologique et une famille adoptive au moment du placement. Crédit : Courtoisie



↑ Sean Morrow, Marc-Olivier Archambault et leur fille Lily. Crédit : Courtoisie

Treize ans plus tard, Cassandra peut encore appeler *Adoption Options* pour obtenir gratuitement des conseils si elle a des problèmes avec les parents adoptifs ou l'enfant. «La quantité de conseils que j'ai pu recevoir pendant ma grossesse, sans frais, a été énorme», dit la jeune femme qui vit aujourd'hui à Airdrie.

En effet, l'organisme a pu la guider dans cette décision même lorsqu'elle avait l'impression qu'il n'y aurait jamais de parents qui conviendraient parfaitement à l'enfant qu'elle portait. «Après avoir consulté plus de 50 profils de parents potentiels, dès que j'ai vu les photos des parents adoptifs d'Anna», elle a su que c'était eux qui devaient adopter son enfant.

DEUX PAPAS ADOPTENT

Le Québécois Marc-Olivier Archambault a rencontré son partenaire Sean Morrow à Québec. Les deux hommes, aujourd'hui en couple, se sont installés à Edmonton pour des raisons professionnelles et ont immédiatement commencé leurs recherches sur le processus d'adoption en Alberta.

Ils étaient convaincus qu'il y avait beaucoup d'enfants qui attendaient d'être adoptés. Lorsqu'ils ont passé en revue toutes les options qui s'offraient à eux, comme la maternité de substitution, ils se sont demandé «pourquoi faire un nouvel enfant, alors que nous pourrions en aider un dans le besoin?»

Ce qui était important pour ces deux papas, c'était que les travailleuses sociales de l'agence soient en contact permanent avec les parents biologiques même après l'adoption, «de savoir que tout va bien».

Le plus gros défi des futurs parents adoptifs, c'est le temps qui passe avant une potentielle adoption. Marc-Olivier et Sean s'étaient d'ailleurs donné comme limite l'âge de 40 ans pour devenir pères. Un lundi, ils ont décidé qu'ils devraient peut-être arrêter d'y croire. Ils ont convenu de dormir là-dessus.

Puis, le lendemain matin, ils ont eu un appel pour une naissance prévue le mercredi. Le bébé, nommé Lily, est finalement né le vendredi. «Je peux dire facilement que les cinq ans que nous avons attendus ont disparu en quelques secondes.»

Les pères reconnaissent que sans les groupes de soutien auxquels ils participaient avec d'autres futurs parents adoptifs, ils n'auraient peut-être pas réussi à passer à travers le long et difficile processus d'attente. «Mais une fois que tu as le bébé dans tes bras, une fois quand tu passes des jalons, tout est beau», conclut Marc-Olivier. ▲

Pour plus d'information :

Adoption Options : www.adoptionoptions.com
Ligne d'aide pour les femmes enceintes :
403 519-7929 ou 780 718-4272

GLOSSAIRE

ADOPTION

Prendre quelqu'un pour fils ou fille par un acte légal approprié



ISAAC
LAMOREUX
JOURNALISTE



↑ Une parade en 1950. Crédit : Archives de Lise Belliveau

L'HISTOIRE DE SAINT-PAUL EST ENTRE DE BONNES MAINS

Un an après sa création, la Société historique francophone Régionale de Saint-Paul compte une quarantaine de membres. Lise Belliveau, la présidente et membre de l'équipe fondatrice, peut dire «mission accomplie». Fière, elle souligne que l'histoire de la ville est aujourd'hui promue partout en Alberta.

«La perle d'or est notre cercle de lecture et de partage», souligne Lise Belliveau. Organisé de pair avec l'ACFA régionale de Saint-Paul, ce cercle de lecture offre des présentations durant lesquelles les membres de la Société historique se plongent dans des ouvrages qui portent essentiellement sur l'histoire de la municipalité fondée en 1896. «Ces rencontres nous permettent de comprendre la mentalité des gens [qui vivaient à cette époque] et aussi d'approfondir nos connaissances.»



↑ La parade de la Saint-Jean-Baptiste en 1913. Crédit : Archives de Lise Belliveau



«LA PERLE D'OR EST NOTRE CERCLE DE LECTURE ET DE PARTAGE»
Lise Belliveau

*
GLOSSAIRE
CIRCUIT
Itinéraire qui permet de visiter différents lieux



GABRIELLE BEAUPRÉ
JOURNALISTE

«Des fois, ce sont des gens qui viennent raconter leur histoire ou celle de leur famille», ajoute Lise Belliveau. Parmi ces invités, Claudette Roy, la présidente de la Société historique francophone de l'Alberta, a parlé de ses souvenirs de jeunesse vécus dans les années 1950 et 1960 à Saint-Paul, sa ville natale.

«Les habitants du village étaient majoritairement francophones», se remémore Mme Roy. À l'époque, le curriculum scolaire ne permettait qu'une heure d'apprentissage en français par jour, mais l'environnement de Saint-Paul était francophone même s'il y avait une présence anglophone. «On pouvait vivre en français à l'extérieur des salles de classe, ainsi cela a solidifié notre identité [francophone].»

Par ailleurs, Mme Belliveau indique que chacune des rencontres est enregistrée pour permettre à l'organisme de se promouvoir comme une «bibliothèque d'information» sur l'histoire de la ville.

Diffusées de façon virtuelle, ces présentations rejoignent les personnes qui s'intéressent à l'histoire de la ville, et ce, dans toute la province. Une activité qui continuera au cours de la prochaine année. Elle invite le public à se rendre sur la page Facebook de la Société historique francophone Régionale de

Lors de l'assemblée générale de la Société historique francophone Régionale de Saint-Paul qui a eu lieu le 16 novembre dernier, les membres ont élu le nouveau conseil d'administration pour les deux prochaines années. Il est composé de Lise Belliveau à la présidence, de Jean Champagne à la vice-présidence, d'Ernest Piquette au poste de trésorier, d'Albina Brousseau comme secrétaire et d'Alfred Gratton comme conseiller.



↑ L'histoire de la ville de Saint-Paul à l'intérieur de son musée. Crédit : Courtoisie



↑ Un retour dans le passé au Musée historique de Saint-Paul. Crédit : Courtoisie



↑ Le Musée historique de Saint-Paul. Crédit : Courtoisie

Saint-Paul pour connaître les futures dates du cercle de lecture et de partage.

UN COUP DE MAIN AU MUSÉE

Aujourd'hui, celle qui porte également le chapeau de directrice du Musée historique de Saint-Paul est extrêmement soulagée. Mme Belliveau apprécie voir la Société historique francophone Régionale Saint-Paul revigorer l'histoire de sa commune.

L'organisme est d'ailleurs d'un grand soutien pour le musée de la municipalité qui n'a pas de relève. Ainsi, en collaboration avec l'ACFA régionale de Saint-Paul, la Société historique est «un œil de surveillance et de continuité» sur tout le matériel historique exposé dans le musée.

UN FUTUR CIRCUIT TOURISTIQUE

L'été prochain, la présidente de la Société historique francophone Régionale de Saint-Paul a pour projet d'organiser deux circuits touristiques dans les municipalités environnantes telles que Saint-Édouard et Saint-Vincent. L'objectif : aller à la rencontre des communautés francophones et relayer leurs histoires. «Ça va être très enrichissant», déclare Lise Belliveau.

Cependant, rien n'est encore coulé dans le béton. Elle invite toutes les personnes intéressées par cette activité à communiquer avec l'organisme. ▲

SUGGESTIONS CULTURELLES DU FRANCO!



Les suggestions de cette semaine sont proposées par **Andoni Aldasoro**, graphiste.



• **Zone blanche**, France 2, réalisée par Mathieu Missoffe, diffusée sur Netflix

Forêts sombres, personnages obsédants, éléments surnaturels et corbeaux hurlants. Créée par Mathieu Missoffe, cette série franco-belge se compose de deux saisons et se situe à Villefranche, une petite ville isolée du monde. Les fans de country noir adoreront les rebondissements.



• **Comme une odeur de déclin**, Maude Audet, label : Grosse Boîte, disponible sur Bandcamp

Avec un style musical d'une autre époque, Maude Audet, originaire de Montréal, nous offre des chansons qui parlent de montagnes, de pertes, de rencontres. Accompagnées par sa guitare langoureuse, ses chansons forment le plus doux mélange de folk vintage. Qu'est-ce qui pourrait mal tourner?



• **Cet imperceptible mouvement**, autrice : Aude, éditeur : XYZ

Lauréate de plusieurs prix littéraires, Aude, de son vrai nom Claudette Charbonneau-Tissot (1947-2012), pierre angulaire de la littérature québécoise, a réuni quelques-unes de ses meilleures nouvelles dans ce recueil. Je recommande aussi *Les chiens* et *Último Puerto*.


**LES TWEETS
DE LA SEMAINE**

**Céline
Chevalier**

@CCSCELINE

Enseignante de français au Canada, dans une école francophone de Calgary.


 Tell us a bit about yourself!
 Classroom - CBE
 Classroom - CCSB
 Classroom - home school
 Classroom - private
 Student - CBE
 Student - CCSB
 Student - home school
 Student - private
 Other (please specify)

So disappointed that our school board is missing from the list! It did not stop @les9adela from suggesting a cool name for a francophone snow plow. On attend avec impatience de voir Bonhomme D'éneige circuler dans la ville...


MC Gilles
 @mcgilles

Oh Que Oui!



Tu es unilingue franco et tu vis sans problème depuis 14 ans à Toronto dans ta langue.

Tu deviens patron d'une grande entreprise nationale.

Et tout ça est possible parce que tu vis dans un beau grand pays bilingue.

C'est le moment où ton cadran sonne et que tu te réveilles.

CHRONIQUE HISTORIQUE


↑ Arrivée et séjour à fort Rock, Manitoba. Crédit : Peter Rindisbacher. Bibliothèque et Archives Canada, e008299410 - Flickr

SUIS-JE UN COLON?

Le terme « colon » est de plus en plus utilisé par des personnes non autochtones pour se présenter et parler d'elles-mêmes. Qu'entend-on par ce terme? Qu'espère-t-on accomplir en se nommant de la sorte?

Se présenter comme colon (qui se dit habituellement *settler* en anglais), c'est tout simplement se positionner en relation aux peuples autochtones de l'endroit où l'on vit.

C'est reconnaître qu'on s'y trouve parce que des ententes, des accords, des alliances et des traités ont été forgés il y a longtemps pour permettre aux peuples non autochtones de s'installer et de cohabiter sur un territoire défini.

Le fait de reprendre le terme signifie par ailleurs qu'on accepte la manière dont on est vu.e par les personnes autochtones : comme allochtone (non autochtone), c'est-à-dire qui vient d'une autre terre, ou plus précisément qui appartient à un groupement dont la culture et les pratiques ont été développées ailleurs.

Être un colon, c'est une manière d'être allochtone.

UN COLON AU SEIN DU COLONIALISME CANADIEN

Autrement dit, se voir comme un colon, c'est reconnaître qu'on participe à une entreprise de colonisation qui n'est pas terminée; que son éducation et sa socialisation sont liées au maintien d'un ordre politique et de sa propre position au sein de cet ordre.

Cet ordre commence avec la fiction que la terre a été cédée, donnée, échangée ou vendue, que la terre était libre pour qui voulait la prendre – que les peuples européens et le Canada qui s'est constitué à partir d'eux avaient le droit de prendre possession du territoire et ont le droit de le conserver aujourd'hui.

On est donc loin du sens péjoratif de « colon » qui continue peut-être de rendre le mot peu attrayant.

Me dire colon, c'est reconnaître que le Canada a dépossédé ces peuples autochtones de leurs territoires et cherche à maintenir sa possession en empêchant leur développement et leur participation à une diplomatie de nation à nation.

C'est aussi reconnaître que j'ai des obligations et des responsabilités liées

aux traités, qui entrent souvent en conflit avec mes attentes et mes privilèges en tant que Canadien.

COLON OU COLONISATEUR?

Mais être un colon, ce n'est pas nécessairement être un colonisateur ou une colonisatrice. Les colons ont été utilisés par l'État canadien et auparavant par les puissances impériales britannique et française, et étaient souvent pauvres.

Les puissances colonisatrices jouent un rôle actif et **intentionnel**, prennent les décisions – on parle des gouvernements, de grand nombre de bureaucrates, des compagnies qui participent à l'extraction des ressources naturelles (ce dont parle notamment le livre d'Alain Deneault, *Bande de colons : une mauvaise conscience de classe*), ou encore des universités qui étudient les communautés autochtones sans leur être redevables.

Les colons font plutôt le choix d'appliquer ces décisions dans le cadre de leur vie quotidienne, le plus souvent dans l'ignorance du système qui leur permet d'être propriétaires de terres ou même d'avoir un emploi.

Maintenir une ségrégation et une distance avec les peuples autochtones permet aux colons de maintenir cette ignorance, de ne pas penser aux peuples autochtones et de ne pas créer les liens ou la proximité qui pourraient remettre en question l'ordre colonial.

Être colon c'est donc souvent être ignorant et de choisir de le demeurer.

LA POSITION CONTRADICTOIRE DES FRANCOPHONES

Ce n'est toutefois pas seulement une question d'ignorance : les colons ont aussi une position à maintenir, qui peut être directement liée à la propriété de la terre. Même pour les colons défavorisés et pauvres, il y a de quoi gagner au colonialisme.

Ce peut être le fait d'avoir un emploi, même mal rémunéré, tandis que la discrimination ou la distance de sa communauté rendent la chose difficile pour les personnes autochtones.

Ce peut aussi être le fait d'habiter le territoire sans trop se poser de questions, comme si cela allait de soi, et sans que sa présence ne soit remise en cause par la majorité.

“ ÊTRE COLON C'EST DONC SOUVENT ÊTRE IGNORANT ET DE CHOISIR DE LE DEMEURER ”

“ SE DIRE COLON, C'EST RECONNAÎTRE CE QU'ON DOIT À L'APPROPRIATION DU TERRITOIRE PAR L'ÉTAT CANADIEN ET À LA PROTECTION DE LA LOI ”

GLOSSAIRE

INTENTIONNEL
Acte volontaire dans un but déterminé

JÉRÔME
MELANÇON
CHRONIQUEUR

Les francophones ont par ailleurs une position contradictoire au sein du colonialisme canadien : les descendants du peuple canadien-français ont souvent vu l'impérialisme britannique limiter leurs acquis et leurs droits, et doivent aujourd'hui lutter pour les défendre et les faire respecter. Mais il n'en reste pas moins que leur droit de propriété n'a pas été remis en question et que bon nombre de francophones ont participé à l'État et au gouvernement.

C'est sans parler du rôle névralgique qu'a joué le clergé catholique francophone, notamment dans la colonisation de l'Ouest canadien ou dans le système des pensionnats pour enfants autochtones.

Ainsi, surtout depuis la mise en place de la politique de bilinguisme officiel, les francophones bénéficient beaucoup plus du régime politique canadien qu'ils n'en font les frais, et jouent souvent le rôle de colonisateurs.

LES PERSONNES IMMIGRANTES, COLONS OU PAS?

Il existe par ailleurs un débat à savoir où se situent les personnes ayant immigré plus récemment au Canada : elles sont bien sûr allochtones au Canada, mais s'agit-il de colons ou pas?

D'une part, il semble bien clair que des groupes présents sur le territoire canadien ou plus largement nord-américain à cause de l'esclavage ne peuvent pas être vus comme des colons. Les personnes réfugiées et plus largement déplacées ne colonisent pas, mais cherchent plutôt une terre d'asile.

N'oublions pas non plus que même dans les cas d'immigration économique, plusieurs pratiques discriminatoires continuent une longue histoire d'exclusion, tant en matière d'accès à la propriété que d'accès aux richesses économiques.

L'immigration contemporaine peut par ailleurs mener à une recolonisation, où celles et ceux qui arrivent d'anciennes colonies européennes se voient traités de la même manière que sous d'autres régimes coloniaux – vu-és comme ressources temporaires, traités-és comme citoyen-nes de seconde classe et victimes de formes de racisme semblables à celles qui visent les peuples autochtones.

D'autre part, cette immigration plus récente ouvre aussi la porte à la propriété du territoire et, par la politique canadienne du multiculturalisme, à un financement pour le maintien et le développement de la langue et de la culture.

Beaucoup dépend aussi du lieu d'origine et des circonstances de l'immigration : l'immigration européenne, par exemple, tend à mener les immigrés-és vers la position de colons, tandis que l'immigration africaine tend à les mener vers une position de colonisés-és, mais ouvre aussi certaines autres portes.

LA POSSESSION CONTRE LA COEXISTENCE

Se dire colon, c'est reconnaître ce qu'on doit à l'appropriation du territoire par l'État canadien et à la protection de la loi. Il reste à voir combien de colons sont prêts à aller plus loin que cette simple reconnaissance et à remettre en question l'idée que le Canada détient « son » territoire, pour revenir à ce qui lui donnerait le droit d'y exister en tant que pays. ▲

Jérôme Melançon est professeur agrégé en études francophones et interculturelles ainsi qu'en philosophie à l'Université de Regina. Ses recherches portent notamment sur la réconciliation, l'autochtonisation des universités et les relations entre peuples autochtones et non autochtones, sur les communautés francophones en situation minoritaire et plus largement sur les problèmes liés à la coexistence. Il est l'auteur et le directeur de nombreux travaux sur le philosophe Maurice Merleau-Ponty, dont *La politique dans l'adversité*. Merleau-Ponty aux marges de la philosophie (Metispresses, 2018).

LES VÉTÉRANS AUTOCHTONES MÉRITENT LA RECONNAISSANCE QUI LEUR EST DUE

C'est le 8 novembre qu'est célébrée la Journée nationale des vétérans autochtones. Un jour en hommage aux milliers de soldats - et à leurs familles - qui ont participé à de nombreux conflits armés sans être reconnus. Un devoir de mémoire, mais aussi d'acceptation des différences vis-à-vis des personnes qui ont joué un rôle essentiel dans de nombreuses guerres mondiales.



HISTOIRE



LES MILITAIRES AUTOCHTONES ÉTAIENT TRAITÉS TRÈS DIFFÉREMMENT COMPARÉS AUX AUTRES"

Rebecca Williams

GLOSSAIRE

VÉTÉRAN

Soldat ayant accompli un long service



EMMANUELLA KONDO
JOURNALISTE

Comme plusieurs Canadiens de souche, de nombreux autochtones ont porté l'uniforme pendant la Première Guerre mondiale, soit plus de 4 000 selon les archives du Musée canadien de la guerre basé à Ottawa. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, ce sont plus de 3 000 membres des Premières Nations, ainsi qu'un nombre inconnu de Métis, d'Inuits et d'autres Autochtones, qui avaient servi durant ce conflit. Certains dans la Marine royale canadienne et d'autres dans l'Aviation royale canadienne ou dans l'Armée canadienne.

Toujours selon les archives du Musée, ces soldats autochtones ont souffert de discrimination raciale, linguistique et culturelle durant leur service militaire. Ils ont été victimes de préjugés notamment à propos de leur culture, leur aspect physique et la couleur de leur peau, même si leurs compétences étaient «précieuses».

Rebecca Williams, la coordonnatrice principale de l'éducation pour The Military Museums Foundation (Fondation des musées militaires), ajoute que les soldats auraient pu être mieux traités par l'armée canadienne. «Le gouvernement canadien dans l'ensemble les a traités de manière OK», dit-elle avec réserve.

Elle ajoute, «les militaires autochtones étaient traités très différemment comparés aux autres». La plupart n'avaient pas accès aux mêmes avantages que les vétérans canadiens de souche. De plus, ils perdaient même leur statut d'autochtone parce qu'ils vivaient trop longtemps hors de leur réserve.

Elle précise d'ailleurs que les autochtones n'étaient pas obligés de servir dans les forces armées canadiennes dans le cadre de la *Loi sur les Indiens* (1876). Plusieurs désiraient s'engager à cause du «goût de l'aventure, un salaire régulier et trois repas par jour».

Malgré les préjugés et les contraintes, une cinquantaine de soldats autochtones ont notamment été décorés pour leur bravoure après avoir été tireurs d'élite et éclaireurs pendant la Première Guerre mondiale, selon les archives d'Anciens combattants Canada.

DES SOUVENIRS MÉMORABLES

Encore adolescent, le sergent vétéran Alan Clause a dû demander une permission parentale pour pouvoir rejoindre les Forces armées canadiennes. Il raconte que l'école n'était pas faite pour lui et qu'il voulait faire autre chose de sa vie.

«Je n'avais que 17 ans quand je me suis engagé dans les Forces canadiennes et ça m'a vraiment ouvert les yeux. C'était mieux que n'importe quelle éducation secondaire ou universitaire que



↑ Le sergent vétéran Alan Clause de la réserve des Six Nations (Ontario). Crédit : Emmanuella Kondo

j'aurais pu obtenir. Cela m'a montré ce qu'était le monde et comment notre peuple interagissait avec les autres», raconte-t-il.

Vivant sur la réserve des Six Nations située près de Brantford, en Ontario, le sergent vétéran Alan Clause a fait partie de l'armée canadienne pendant trois ans avant de rejoindre le Corps des Marines des États-Unis pendant six ans. Durant son service militaire, il a été déployé au Vietnam. Ingénieur de combat, son travail consistait alors à réparer les routes et les pistes. Chaque matin, avec l'escouade anti-bombe, il cherchait aussi des pièges routiers et des mines. «Je dois dire que c'était toute une expérience, mais dans l'ensemble je le referais probablement.»

UNE RECONNAISSANCE BIEN MÉRITÉE

Le sergent vétéran Alan Clause n'était pas le seul de sa réserve natale à servir lors de la guerre

du Vietnam. Ils étaient à l'époque plus d'une vingtaine. Selon lui, les noms de six d'entre eux figurent aujourd'hui sur le mur commémoratif du Parc des anciens combattants à Ohsweken, en Ontario, aux côtés de ceux des victimes des deux grandes guerres, sans oublier celle de Corée.

Pour lui, le 8 novembre est une journée très importante à souligner partout au pays. Plusieurs de ces oncles ont porté l'uniforme pendant la Seconde Guerre mondiale et «cette journée est pour eux». Un moment qui est parfois dur à vivre. «C'est difficile de mettre des mots, mais il est temps que nous soyons reconnus», déclare-t-il.

Cette reconnaissance est sans aucun doute «bien méritée» selon Rebecca Williams, fière de cet événement qui rapproche les peuples et souligne les différences. «Cet événement a été organisé pour reconnaître et se rappeler de leur service sous les drapeaux, souvent oublié par le public», précise-t-elle.

La coordonnatrice souligne que la cérémonie qui a eu lieu au Musée militaire de Calgary le 8 novembre dernier, comme chaque année depuis 2019, est très symbolique. Cet événement souligne aussi le désir de réconciliation avec les peuples autochtones longtemps maltraités. «Nous voulions vraiment que le grand public sache qu'ils ont servi, que l'on peut découvrir leurs histoires, tout cela dans le cadre d'un effort de réconciliation.»

Le sergent vétéran Alan Clause termine en précisant l'importance de la Journée nationale des vétérans autochtones, mais aussi de la relation que l'on doit créer avec ces anciens combattants au sein de notre société. «Il est important de se souvenir et de parler aux vétérans pas seulement aujourd'hui, mais à chaque jour. ▲

Pour plus d'information :

- Musée canadien de la guerre - Les soldats amérindiens : <https://bit.ly/3qyHIPP>
- Gouvernement du Canada - À propos des anciens combattants autochtones : <https://bit.ly/3os2ulD>
- L'Encyclopédie canadienne - Loi sur les Indiens : <https://bit.ly/3qR39GD>

VOULEZ-VOUS CRÉER VOTRE ENTREPRISE ?

Laissez-nous vous accompagner et vous assister!



Nouveau programme du CDÉA :

INTÉGRATION
entrepreneuriale
réussie

pour les nouveaux arrivants.

Rencontre personnalisée, ateliers et formation, activités de réseautage, mentorat de connexion, soutien aux transports.

Contactez-nous pour un premier RDV :

Edmonton et les environs :

carine@lecdea.ca

Calgary et les environs :

olga@lecdea.ca

Ou visitez lecdea.ca

DR. CLAUDE BOUTIN ORTHODONTIST

wired wireless

Dr Claude Boutin

B.Sc, D.D.S., D. Ortho., F.R.C.D

Spécialiste certifié en orthodontie

- Orthodontie pour les enfants et les adultes
- Services en français
- Cabinets de traitement privés et modernes
- Technologie de pointe
- Aucune référence nécessaire



Tél. : (403) 284-5202

www.drboutin.com

Market Mall Executive Professional Centre

Suite 124 - 4935 40 Avenue N.O.
Calgary, AB T3A 2N1

Financé par : Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada
Funded by: Immigration, Refugees and Citizenship Canada



↑ Estella Goulet exécute une danse traditionnelle de la femme dans l'atrium du Musée. Crédit : Emmanuella Kondo

JOURNÉE NATIONALE DES VÉTÉRANS AUTOCHTONES AU MUSÉE MILITAIRE DE CALGARY



↑ Le sergent vétérans Alan Clause porte un béret orné de la roue médicinale qui symbolise la santé et la guérison. Elle représente aussi l'alignement et l'interaction continue des aspects physique, émotionnel, mental et spirituel des membres des Premières Nations. Crédit : Emmanuella Kondo

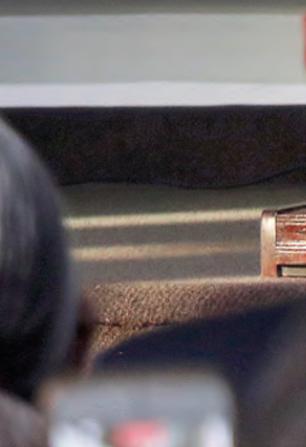
Depuis 2019, le Musée militaire de Calgary célèbre la **Journée nationale des vétérans autochtones** le 8 novembre. Organisée par The Military Museums Foundation (Fondation des musées militaires), la célébration rend hommage à tous les autochtones qui ont servi sous le drapeau canadien. C'est aussi l'occasion parfaite de visiter le Musée militaire de Calgary et de mieux comprendre le rôle joué par les autochtones canadiens lors des grands conflits armés.



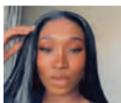
↑ Le musée Glenbow à Calgary est un des partenaires de l'événement et propose notamment au public de découvrir des outils traditionnels autochtones et de faire une visite du Musée militaire. Crédit : The Military Museums Foundation



↑ Le public, des membres de l'armée canadienne et, bien sûr, des vétérans autochtones se sont déplacés en grand nombre pour assister à cet événement. Crédit : Emmanuella Kondo



→ Clarence Wolfleg Jr joue des percussions traditionnelles sous le regard fasciné des participants. Crédit : Emmanuella Kondo



EMMANUELLA KONDO
JOURNALISTE



↑ Chants traditionnels interprétés par Chantal Chagnon et Cheryle Chagnon-Greyeyes pendant la cérémonie de clôture. Crédit : The Military Museums Foundation

→ Le vétéran Clarence Wolfleg Sr a participé à des opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Il a pris la parole lors des célébrations entourant la Journée nationale des vétérans autochtones au Musée militaire. Crédit : Emmanuella Kondo



↑ Visite de la salle d'exposition Lord Strathcona's Horse (Royal Canadians) guidée par les membres de la Fondation des musées militaires. Crédit : The Military Museums Foundation

RECONNAITRE LA DÉTRESSE PSYCHOLOGIQUE CHEZ LES ANCIENS COMBATTANTS

Les demandes de services en santé mentale auprès d'Anciens Combattants Canada ont connu une augmentation de plus de 55 % au cours des cinq dernières années. Le ministère a enregistré, pendant cette période, une hausse de plus de 16 000 demandes de prestations d'invalidité liées à un problème psychiatrique diagnostiqué. Pour répondre à cette situation, les services offerts aux vétérans canadiens en matière de santé mentale ont été grandement bonifiés.



FRANCOPRESSE



LE BUT, C'ÉTAIT DE DÉSTIGMATISER PSYCHOPATHOLOGIES, TROUBLES DE SANTÉ MENTALE ET TOUS LES TERMES QUI NE SONNENT PAS BIEN”

Dave Blackburn

KARINE LAVOIE
FRANCOPRESSE

Les plus récentes données d'Anciens Combattants Canada (ACC) concernant les demandes de services liés à la santé mentale indiquent qu'en 2016, 21 902 vétérans ont reçu des prestations d'invalidité en raison d'un problème psychiatrique diagnostiqué. Ce nombre a bondi à 37 987 en décembre 2020.

Selon une étude réalisée en 2019 par ACC, les hommes vétérans présentent un taux de risque de décès par suicide de 1,4 fois supérieur à celui des hommes canadiens en général. Pour les femmes vétérans, ce taux est de 1,8 fois supérieur aux femmes canadiennes en général.

Depuis quelques années, le ministère a développé des ressources pour tenter de mettre un frein à cette tendance.

«Le ministère de la Défense nationale et Anciens Combattants Canada a également lancé une stratégie conjointe de prévention du suicide, le 5 octobre 2017, avec des plans d'action propres à chacun des ministères pour réduire le nombre de suicides de militaires et de vétérans dans la mesure du possible», indique Marc Lescoutre, porte-parole du ministère des Anciens Combattants.

ACC recensait, en date du 31 mars 2020, une population totale de 629 300 vétérans vivants, soit 321 100 anciens combattants ayant servi en temps de guerre et 597 200 vétérans des Forces armées canadiennes (FAC). De ce nombre, environ 19 % qui ont reçu des services par l'entremise d'ACC.

UNE OFFRE QUI S'AJUSTE À LA DEMANDE

En réponse à une demande croissante, ACC a mis au point un continuum de services



Le ministre des Anciens Combattants et ministre associé de la Défense nationale, Lawrence MacAuley (au centre), et d'autres participants sont rassemblés pour annoncer l'établissement d'un point de service satellite pour le traitement des traumatismes liés au stress opérationnel à Stratford, à l'Île-du-Prince-Édouard, le 4 septembre 2019. Crédit: Courtoisie Anciens Combattants Canada



et de mesures de soutien en santé mentale. «Ces efforts comprennent l'établissement d'un réseau de cliniques et de points de service satellites pour traumatismes liés au stress opérationnel partout au pays et d'un réseau de plus de 12 000 fournisseurs de services de santé mentale indépendants inscrits auprès du ministère pour offrir des traitements», déclare Marc Lescoutre.

Le porte-parole attribue également l'augmentation de services au fait que le public soit davantage sensibilisé aux besoins des vétérans canadiens, ainsi qu'à une diminution de la stigmatisation associée à la maladie mentale.

«Cette évolution positive s'est traduite par une hausse, au fil des ans, du nombre de demandes de prestations d'invalidité liées à la santé mentale auprès d'Anciens Combattants Canada en vue d'une indemnisation financière et de l'accès aux services de soins en santé mentale financés par ACC», affirme-t-il.

Le programme Soutien social aux blessures de stress opérationnel (SSBSO) mis en place par le ministère offre du soutien confidentiel par des pairs qui ont généralement vécu une expérience directe de stress lié à la fonction militaire.

Les blessures de stress opérationnelles peuvent comprendre le syndrome de stress posttraumatique, les troubles liés à la consommation de substances, les troubles anxieux ainsi que les troubles de l'humeur.

DÉSTIGMATISER POUR MIEUX TRAITER

Dave Blackburn est un vétéran des Forces armées canadiennes. Aujourd'hui professeur agrégé et chercheur en santé mentale des militaires et des vétérans à l'Université du Québec en Outaouais (UQO), il explique que l'appellation «blessure de stress opérationnel» représente un terme administratif qui a été développé au milieu des années 2000, puis davantage utilisé à partir des années 2006-2007.

«Le but, c'était de déstigmatiser psychopathologies, troubles de santé mentale et tous les termes qui ne sonnent pas bien avec l'environnement militaire qui sont en lien avec le psychologique ou la santé mentale. L'intention était de trouver un terme qui passait mieux chez les membres des Forces canadiennes; un terme qui avait moins une connotation péjorative; un terme qui était plus facile d'accès», précise-t-il.

«Plusieurs caractéristiques individuelles entrent en ligne de compte dans le développement d'une blessure : notre capacité personnelle de résilience, les expériences de vie qu'on a, les mécanismes d'adaptation qu'on a, notre bagage génétique — car il y en a qui ont une plus grande fragilité à développer un trouble de stress posttraumatique —, les mécanismes cognitifs aussi», poursuit Dave Blackburn.

Il croit que le programme d'appui par les pairs représente un bon service de première ligne de soutien avant de se diriger vers des services plus robustes de consultation.

«Souvent, les hommes et les femmes qui sont dans les SSBSO ont vécu vraiment une situation pas facile. Ils sont passés au travers, ils ont stabilisé leur situation, ils ont obtenu de l'aide. Ce sont de bons ambassadeurs pour amener quelqu'un qui ne serait pas trop sûr», constate l'ancien combattant.

Selon lui, les tabous liés à la santé mentale chez les vétérans sont moins présents depuis une vingtaine d'années. «Il y a une explication générationnelle. Les plus jeunes sont beaucoup plus ouverts aux questions de santé mentale que les plus vieux», avance le chercheur.

Dave Blackburn affirme néanmoins que la méconnaissance des services reliés à la psychothérapie, les impacts possibles sur un déploiement et les craintes reliées à la confidentialité des services de santé demeurent, encore aujourd'hui, des obstacles à la consultation.

Une application mobile d'apprentissage et d'autogestion de la santé mentale, Connexion TSO, a été développée par le ministère afin d'aider les vétérans et leur famille à comprendre la nature des blessures de stress opérationnel et de leur fournir de l'aide par l'intermédiaire de cliniques. Elle propose entre autres des renseignements sur le stress posttraumatique, la dépression, la gestion de la colère et les problèmes de sommeil.

«En ce qui concerne l'augmentation des mesures de soutien en matière de santé mentale, Anciens Combattants examine régulièrement les traitements et les services nouveaux et émergents, et continuera à surveiller les progrès dans le domaine de la santé mentale et d'adapter et d'améliorer ses services en conséquence», déclare le porte-parole Marc Lescoutre.

DES ORGANISMES IMPLIQUÉS POUR LA CAUSE

Depuis 2018, le Fonds pour le bien-être des vétérans et de leur famille a versé plus de 25 millions \$ pour aider plus de 60 organismes canadiens à améliorer la vie des vétérans ainsi que celle de leur famille.

Debbie Holmes est responsable administrative de la filiale 110 de la Légion royale canadienne, à Trenton. Il s'agit d'un organisme qui soutient psychologiquement les proches des vétérans par l'organisation d'un groupe de soutien bimensuel destiné aux vétérans et aux épouses d'anciens combattants.

«Les femmes qui participent à ce groupe sont généralement plus âgées et s'occupent d'un mari vétéran vieillissant, et essaient également de prendre soin d'elles-mêmes. Elles ont vécu la plus grande partie de leur vie avec leur mari à l'extérieur, et maintenant, elles sont à la retraite et vivent ensemble tout le temps» relate Debbie Holmes.

«Ces femmes sont les héros méconnus de l'armée. Nous n'apprécions pas souvent leurs sacrifices et nous sommes très heureux de leur offrir ce programme de soutien», conclut-elle. ▲

Agence d'évaluation d'impact du Canada / Impact Assessment Agency of Canada

Projet du déversoir d'urgence régional de Horsefly Période de consultation publique

Que se passe-t-il?

Le 8 novembre 2021 — Le district municipal de Taber propose le projet de déversoir d'urgence régional de Horsefly, situé près de Taber, en Alberta. L'Agence d'évaluation d'impact du Canada (l'Agence) invite le public et les groupes autochtones à examiner le résumé de la description initiale du projet et à formuler des commentaires liés au projet proposé. Cette rétroaction aidera l'Agence à préparer un sommaire des questions quant à savoir si ce projet nécessite une évaluation d'impact.

Comment puis-je participer?

Visitez la page d'accueil du projet sur le Registre canadien d'évaluation d'impact (numéro de référence 83135) pour obtenir de plus amples renseignements sur le projet et présenter des commentaires. Tous les commentaires reçus seront affichés en ligne dans le dossier de projet.

Les commentaires écrits, dans l'une ou l'autre des langues officielles, seront acceptés jusqu'au 28 novembre 2021.

Séances d'information virtuelles

Participez à une séance d'information virtuelle pour en savoir plus sur le projet, le processus d'évaluation d'impact et les modalités de présentation des commentaires.

- Le 16 novembre, de 10 h à 11 h HAR (Séance 1)
- Le 18 novembre, de 14 h à 15 h HAR (Séance 2)

Pour obtenir de plus amples renseignements sur les séances, incluant comment vous inscrire et participer, veuillez communiquer avec l'Agence à l'adresse horsefly@iaac-aeic.gc.ca

Y aura-t-il plus d'occasions de participer?

Il s'agit de la première période de consultation publique fédérale pour le projet. Si l'Agence détermine qu'une évaluation d'impact est nécessaire, d'autres occasions de formuler des commentaires seront offertes au cours du processus.

Restez à jour sur ce projet en suivant l'Agence sur Twitter : @AEIC_IAAC #ProjetHorsefly

Quel est le projet proposé?

Le district municipal de Taber propose l'agrandissement d'un déversoir d'urgence existant pour détourner les eaux de crue et les eaux de ruissellement du district d'irrigation de la rivière St. Mary vers la rivière Oldman. Le projet serait situé principalement sur des terres privées près de Taber, en Alberta. L'agrandissement augmenterait la capacité de dérivation du déversoir existant d'environ 7,6 m³/s à 40 m³/s.

Personnes-ressources

Agence d'évaluation d'impact du Canada
Place du Canada
9700, avenue Jasper, bureau 1145
Edmonton (Alberta) T5J 4C3

Courriel : horsefly@iaac-aeic.gc.ca

Personnes-ressources (médias)

Courriel : media@iaac-aeic.gc.ca
Téléphone : 343-549-3870

Pour obtenir de plus amples renseignements sur les politiques de confidentialité de l'Agence, veuillez consulter l'avis de confidentialité, sur le site Web de l'Agence.



Découvrez ce qui fait le charme de Currie selon ses résidents

Amalgame de tout nouveaux projets d'aménagement personnalisés et d'un riche passé, Currie est une collectivité où le chez-soi et les résidents occupent une place centrale. Profitez de la nouveauté d'un projet d'aménagement en cours tout en vous délectant du charme d'un quartier mature et accueillant.

Quartier connecté à tout

- À sept minutes du centre-ville
- Pistes cyclables qui mènent à divers parcs municipaux
- L'accès à un hôtel-boutique, une brasserie, une distillerie, un restaurant gastronomique, des studios de conditionnement physique, des programmes parascolaires et plus encore.

Nouveaux projets d'aménagement, plus d'options

- Conception réfléchie des maisons qui contribue à rendre les rues plus accueillantes
- Collectivité établie à partir d'un plan directeur au cœur de Calgary, offrant des maisons unifamiliales et multifamiliales
- Des constructeurs qui peuvent vous offrir des options personnalisées en fonction de vos besoins.

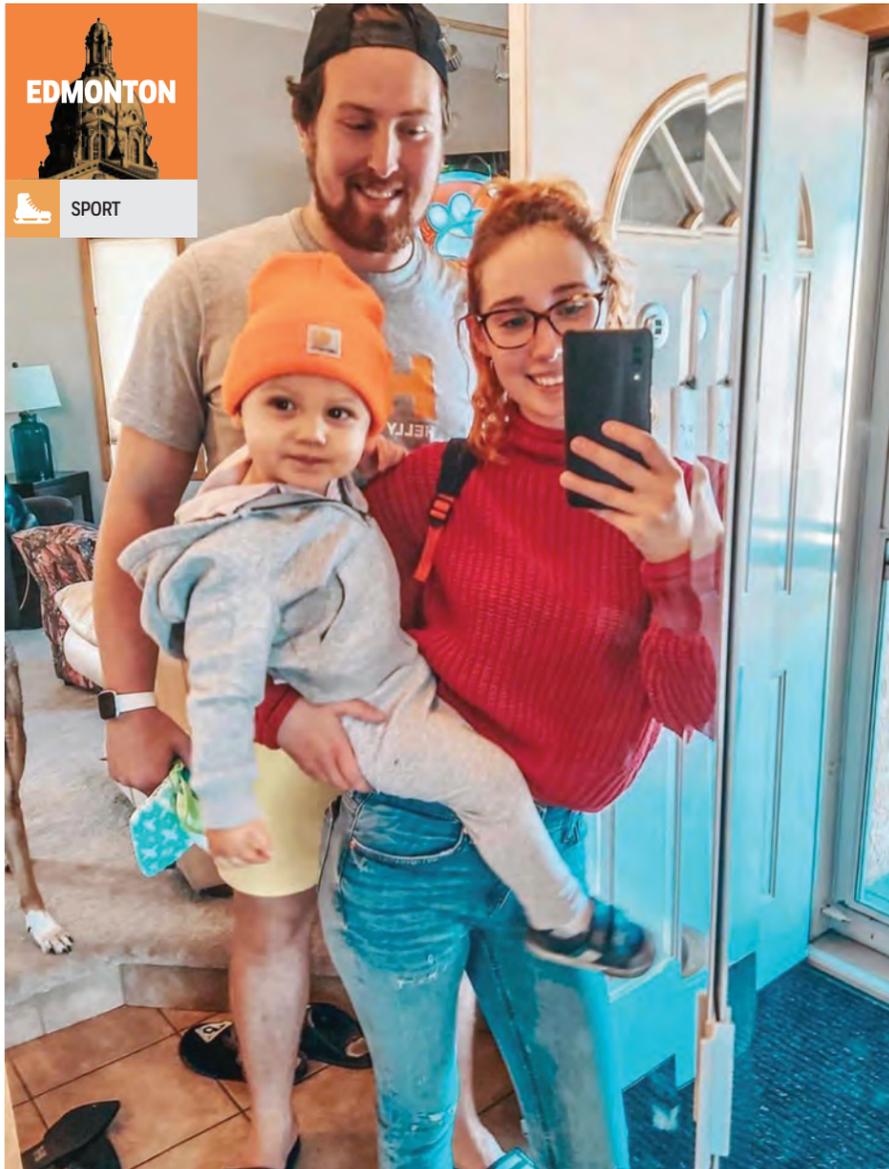
Espaces communautaires en abondance

- 23 acres d'espaces verts, de parcs et de lieux de rassemblement publics
- Parc canin de 17 000 pieds carrés où les chiens sont libres de s'amuser sans laisse
- 11 bâtiments et espaces paysagers ayant reçu la désignation patrimoniale

Trouvez votre maison sur [VieCurrie.ca](https://www.viecurrie.ca)



IMAGINÉ PAR
Société immobilière du Canada
Canada Lands Company



↑ Brett Bohachuk avec sa fiancée et leur enfant. Crédit : Courtoisie



↑ Brett Bohachuk, inspiré par le hockey, joue au lacrosse à un haut niveau. Crédit : Courtoisie

LES PATINS DE HOCKEY SONT À NOUVEAU PRÊTS À S'EXPRIMER

En raison des restrictions sanitaires imposées l'année dernière, les joueurs de hockey n'ont pratiquement pas pu jouer sur les patinoires extérieures. Cette année, l'espoir de griffer la glace à nouveau est là. Alors que des rumeurs d'une cinquième vague de pandémie grondent, ils sont nombreux à vouloir chausser les patins sans restriction.

“ SI VOUS POUVEZ ACCUEILLIR 50 000 PERSONNES DANS LE STADE DU COMMONWEALTH POUR UN MATCH DE FOOTBALL, IL NE DEVRAIT PAS Y AVOIR DE PATINOIRES EXTÉRIEURES QUI NE SOIENT PAS OUVERTES ”
Brett Bohachuk

L'hiver 2020-2021 a été morose pour les passionnés de la *puck*. En effet, la majorité des patinoires extérieures étaient fermées - même les plus populaires comme celle du YMCA Castledowns - sans aucune ligue communautaire.

Comme de nombreux joueurs de hockey amateur, Brett Bohachuk et Jonathan Poirier n'ont eu d'autre choix que de se tourner les pouces l'hiver dernier.

«Normalement, je vais à la patinoire extérieure au moins une fois par semaine», explique Brett Bohachuk. C'est aussi le cas de Jonathan Poirier qui fait partie d'une ligue de garage avec ses collègues de travail. Dans son cas, son équipe joue exclusivement sur des patinoires extérieures.

Les deux estiment que les fermetures des patinoires l'année dernière étaient justifiées en raison de la COVID-19. Cependant, «si vous pouvez accueillir 50 000 personnes dans le stade du Commonwealth pour un match de football, il ne devrait pas y avoir de patinoires extérieures qui ne soient pas ouvertes», clame Brett Bohachuk. Il ajoute, passionné : «Il ne devrait pas y avoir non plus de restrictions pour le jeu».

PASSER OUTRE LES RESTRICTIONS

L'année passée, le gouvernement de l'Alberta avait imposé des restrictions aux personnes qui avaient réussi à trouver des patinoires pour jouer. La règle émise par le gouvernement était claire : aucun *shinny* n'était permis.

Brett Bohachuk, qui a reçu le *Dan Hawthorne Sports History Award* pour ses résultats dans le cours sur l'histoire du sport canadien à l'Université de l'île de Vancouver, se rappelle l'hiver dernier à Cochrane. Ils étaient plus d'une quarantaine sur le lac gelé.



↑ La carte de hockey de Brett Bohachuk, alors âgé de 12 ans. Crédit : Courtoisie



↑ Isaac Lamoureux marquant un but lors de la classique extérieure de la Colas Cup. Crédit : Courtoisie

«Les gens s'occupaient eux-mêmes de la glace en inondant la patinoire et en pelletant la neige.» Cela montre à quel point les gens avaient besoin de patiner. Il se souvient d'ailleurs que ceux qui ne pouvaient pas avoir accès aux filets de but «en fabriquaient avec des chaussures, tellement il avait besoin de jouer».

Cette excitation de revenir sur la glace rayonne aussi chez Jonathan Poirier. Il précise néanmoins vouloir partager la glace, car il «veut vraiment s'assurer que les enfants qui jouent dans la ligue mineure de hockey aient du temps de glace avant la ligue de garage».

CE QUE L'AVENIR NOUS RÉSERVE SUR LES PATINOIRES EXTÉRIEURES

De nombreux parents apprécient les patinoires extérieures et l'activité physique qu'elles offrent à leurs enfants. Brett Bohachuk, lui-même père de famille, s'inquiète du fait que l'on encourage les gens à rester assis chez eux, alors qu'il y a d'énormes problèmes d'obésité chez les enfants. «Le hockey est un exutoire sain pour les gens», dit Bohachuk avec intensité.

L'homme qui joue dans une ligue de garage depuis sept ans, Jonathan Poirier, s'inquiète de la propagation de la COVID-19 dans la réserve amérindienne de Ermineskin, à Maskwacis, là où il vit. De nombreuses maisons de la réserve sont multigénérationnelles, ce qui signifie que les jeunes vivent avec les aînés. Comme il s'agit d'une communauté fermée, si la COVID-19 devait s'y infiltrer, les conséquences pourraient être dévastatrices.

La ligue de garage a donc accepté de ne pas tenir de championnat avant janvier prochain pour éviter une cinquième vague. Ailleurs, il semble que des patinoires extérieures soient déjà ouvertes, notamment celle du YMCA Castledowns. D'autres ligues communautaires d'Edmonton ont annoncé qu'elles prévoient ouvrir leur patinoire prochainement.

Finalement, bien que le gouvernement de l'Alberta n'ait pas encore fait de déclaration officielle concernant les patinoires extérieures pour cet hiver, Brett Bohachuk reste serein. «Il ne devrait y avoir aucune raison pour laquelle nous ne sommes pas autorisés à aller jouer un match de shinny en plein air.» ▲

POUR PLUS D'INFORMATION :

• Les restrictions sanitaires en vigueur en Alberta : shorturl.at/eluIM

GLOSSAIRE

PATINOIRE
Surface glacée aménagée pour le patinage



ISAAC LAMOUREUX
JOURNALISTE

VIVRE LE PLEIN AIR HIVERNAL!

Alors que l'hiver s'annonce sur les sommets et dans les plaines, de nombreux Albertains ont tendance à s'emmitoufler et à rester au chaud à l'abri des éléments. **Jean-François Dupras**, alpiniste, et **Jean-François Bussièrès**, expert en plein air, ont quelques petits trucs pour nous donner le goût de prendre l'air et de vivre l'aventure. Une escapade fraîche nécessaire au bien-être mental et physique de chacun d'entre nous.



ÊTRE BIEN HABILLÉ NE VEUT PAS DIRE ÊTRE HABILLÉ CHAUDEMENT, MAIS PLUTÔT HABILLÉ AVEC DES COUCHES”

Jean-François Bussièrès



GLOSSAIRE

LAMPE FRONTALE
Éclairage léger qui se porte autour de la tête pour faire du sport dans la nuit



VÉRONIQUE VINCENT
JOURNALISTE

L'alpiniste Jean-François Dupras, originaire du Québec, vit maintenant à Canmore depuis plus de 16 ans. Il avoue que «c'est un temps de l'année changeant. Il fait noir plus tôt et il fait froid, les gens semblent découragés de passer du temps dehors». Il est persuadé que malgré cela, ce temps de l'année est fantastique pour faire du plein air, surtout dans les Rocheuses albertaines.

Il y a de nombreuses années, Jean-François Bussièrès, lui aussi originaire du Québec, est tombé en amour avec les montagnes aux alentours. Passionné du plein air, il a ouvert sa boutique Pure Outdoors à Jasper en espérant donner le goût à ses clients pour des activités telles que le ski alpin, la planche, le ski de fond, la raquette et le vélo de neige.

Dans sa boutique, Jean-François rencontre des clients de partout dans le monde. Certains n'ont jamais vu la neige auparavant. Pour lui, le gage de réussite d'une journée d'activité hivernale est sa préparation dans les moindres détails. «Souvent les gens se découragent parce qu'ils n'ont aucune préparation et n'ont pas de guide pour les assister dans leurs premiers pas», explique-t-il.

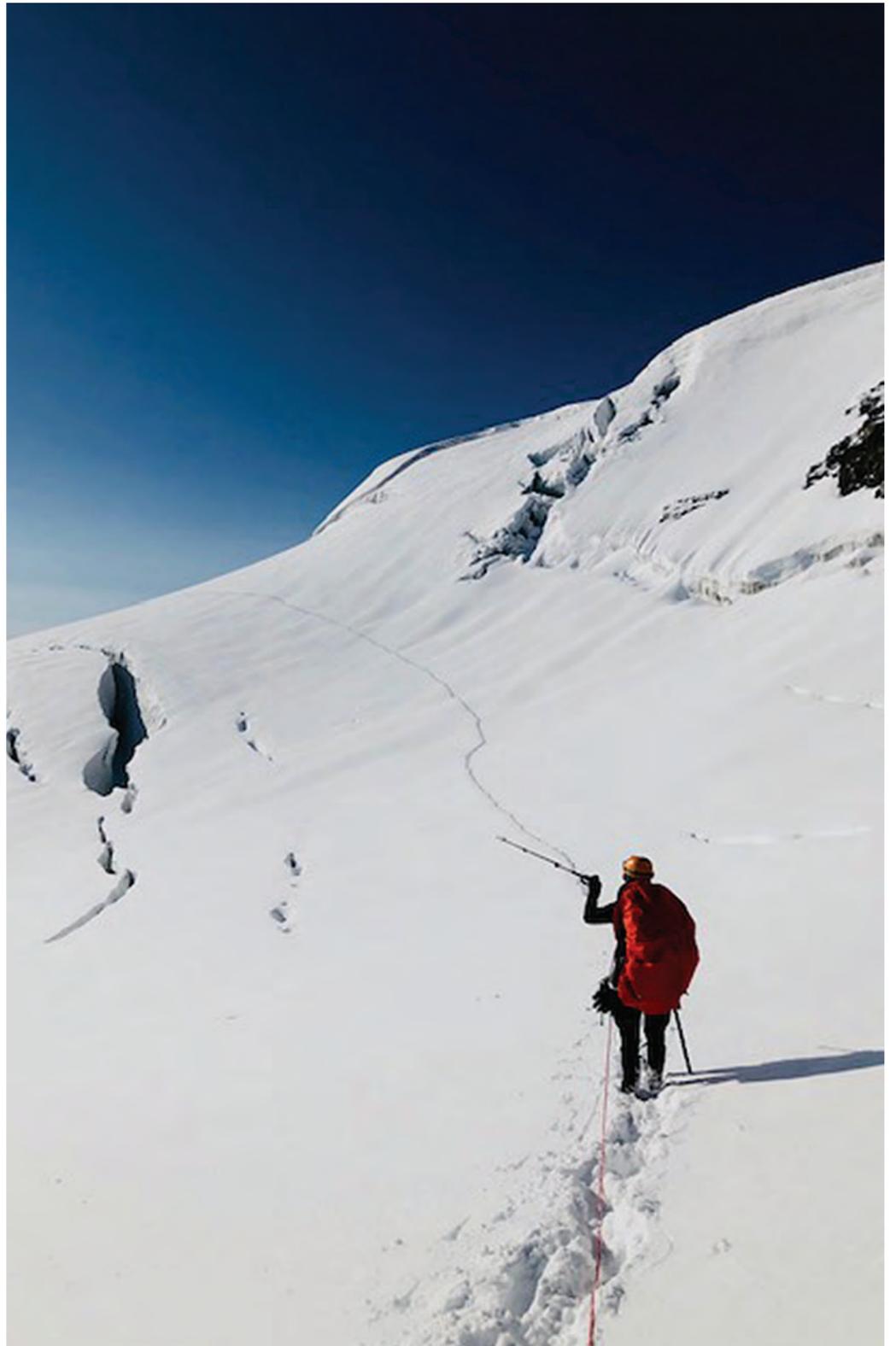
À cause des premières difficultés, ces néophytes risquent de ne pas «tomber en amour avec l'activité». Jean-François Bussièrès s'attache donc à faire le point sur les connaissances, les expériences et les objectifs de ses clients afin qu'ils puissent profiter de leur journée et ressentir les bienfaits physiques et mentaux du plein air.

DES CONSEILS POUR PROFITER DU PLEIN AIR EN HIVER

Jean-François Dupras répète les règles fondamentales, en sachant qu'elles concernent aussi toutes les personnes qui veulent se promener en montagne durant les grands froids. Il insiste, «il ne faut pas succomber au summit fever. Il faut respecter ses limites physiques et mentales».

Il conseille au public d'être conscient de l'importance d'économiser ses forces et de savoir «quand tourner de bord». Même si l'on n'atteint pas le sommet, le vrai objectif est «de retourner chez soi sain et sauf».

En escaladant le mont Denali en Alaska, la plus haute montagne d'Amérique du Nord, Jean-François Dupras a compris l'importance



↑ Jusqu'à présent, Jean-François Dupras, ici sur le champ de glace Brazeau, a gravi le mont Aconcagua en Argentine, le mont Denali en Alaska, le mont Kilimandjaro en Tanzanie et le mont Elbrouz en Russie. Crédit : Matt Perdeaux

de «chaque détail, chaque petite pièce d'équipement qui peut faire une différence entre la vie et la mort». Il souligne qu'il faut se préparer physiquement et mentalement, ce qui inclut de préparer son équipement, son itinéraire et connaître la météo. Comme mesure de sécurité, il recommande de partager son itinéraire avec quelqu'un de confiance.

Jean-François Bussièrès explique : «Être bien habillé ne veut pas dire être habillé chaudement, mais plutôt habillé avec des couches». Selon lui, «être bien vêtu veut dire pouvoir s'adapter aux différentes températures de notre environnement et de notre corps».

Jean-François Dupras recommande de porter des couches de matériaux synthétiques et d'éviter le coton.

«Il faut savoir s'adapter aux extrêmes», révèle Jean-François Dupras. Il continue, «sur le mont Everest, tu peux passer à une température de 20 degrés due à la réflexion du soleil sur la neige et soudainement dans une tempête de neige à -30 degrés».

Il affirme, «en hiver, la préparation est encore plus importante». Il nous rappelle de vérifier les conditions routières, les conditions des sentiers et la météo avant tout départ.

NE PAS PRÉSUMER DE SES FORCES ET PROFITER AU MAXIMUM

Il est d'ailleurs sage de tenir compte du retour autant que de l'aller. «La majorité des accidents vont se passer à la descente», explique l'alpiniste. Il conseille de bien gérer son énergie pour en garder pour la descente. Il suggère aussi



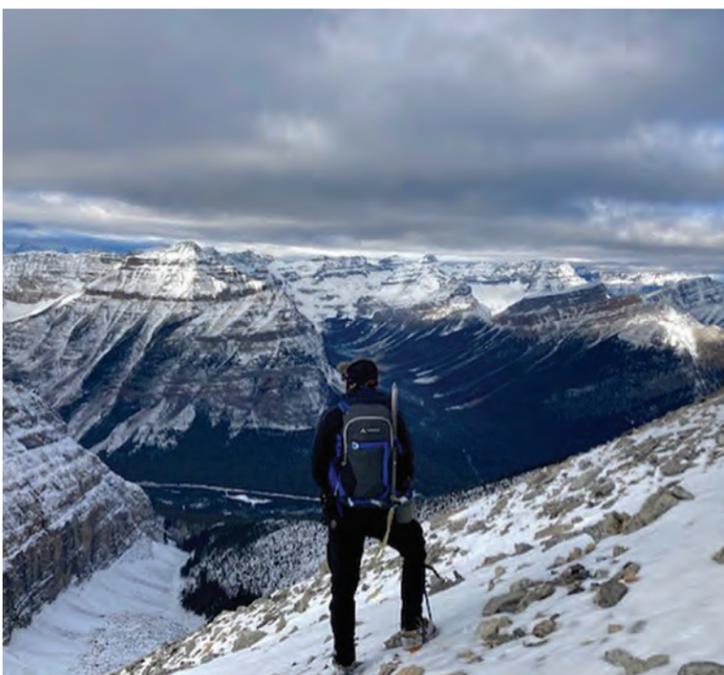
↑ «La boutique Pure Outdoors à Jasper, c'est ma création de A à Z», explique Jean-François Bussièrès, fier d'être un tremplin pour les gens qui veulent découvrir les activités de plein air. Crédit : Véronique Vincent

d'apporter une **lampe frontale** dans son sac à dos et de la nourriture qui ne gèle pas facilement, au cas où on se retrouve dans la noirceur.

Que l'on randonne dans les Rocheuses ou en ville, l'alpiniste assure qu'il faut se donner de petits objectifs pour prendre de l'air frais. «Même dix minutes à l'extérieur, cela fait du bien, peu importe si on se tient sur le sommet d'une montagne ou dans son parc communautaire.» Il insiste aussi sur l'importance de bouger, car comme il le dit, «moins on bouge, moins on a envie de bouger, c'est un cercle vicieux».

Lorsque ses clients lui remettent son équipement de location, Jean-François Bussièrès remarque que «les gens sont fatigués, mais ils semblent être en paix et bienheureux d'avoir fait de l'activité. Faire du plein air, ça libère l'esprit» même en hiver! ▲

JEAN-FRANÇOIS DUPRAS amasse des dons pour gravir l'Everest et vaincre la maladie mentale.
• Site web : jean-francoisdupras.com
• Facebook : facebook.com/MyLifeMyAdventure
• Instagram : instagram.com/maviemonaventure



↑ Jean-François Dupras sur le mont Stanley, dans le parc national Kootenay. «La montagne m'a permis d'apprendre à me connaître, me découvrir – le plus que j'en fais, le plus que j'ai envie de me pousser.» Crédit : Courtoisie



CHRONIQUE HIVERNALE

HIVERS DE MON ENFANCE

“ LA CONSCIENCE DE LA FIN D'UN MONDE, D'UN IDÉAL, D'UNE ÉPOQUE, D'UN MODE DE VIE, D'UN VIVRE-ENSEMBLE ”

Je veux vous parler de sentiments et d'émotions, ceux éprouvés durant les hivers **d'antan**. Enfouis dans la mémoire, ils ressurgissent, refont surface à tout moment, pour peu qu'on s'en souvienne, se ravivent vers la moitié de la vie au point de nous rendre nostalgiques. Nostalgie qui n'est point un obstacle à la pensée. C'est plutôt la boussole consolatrice devant la réalité effective des choses, à laquelle il faut bien se résoudre. La conscience de la fin d'un monde, d'un idéal, d'une époque, d'un mode de vie, d'un vivre-ensemble; conscience aussi du temps qui passe... une pensée aussi pour tous ceux qui sont partis et qu'on chérit depuis.

«Le monde a bien changé», comme le dit le titre d'une chanson du légendaire groupe acadien 1755. La fonte des glaciers est bien réelle, le sol se dérobe parfois sous nos pieds, nos paysages se transforment, nous nous urbanisons jusqu'aux frontières de nos campagnes, mais nos villes, elles, se réchauffent aussi de plus en plus. Au point que certains préfèrent dorénavant davantage le sud, et ce, parfois même sans se soucier de savoir qu'il y a également des problèmes pointant à l'horizon dans cette direction. Nous choisissons l'évasion qui rime avec le mouvement et l'instant présent davantage qu'avec la maison, les habitants, la saison hivernale, voire le son berçant de la vieille horloge rivalisant avec les gouttelettes de stalactites sur les rebords des fenêtres.



ÉTIENNE HACHÉ
CHRONIQUEUR



↑ Sous la froideur de l'hiver, l'air et l'eau se figent. Crédit : Arnaud Barbet

L'HIVER, MANIFESTATION D'UNE EXISTENCE AUTHENTIQUE

Je veux vous parler de nostalgie, celle de l'hiver; de ces hivers de mon enfance animés par les chansons de Hank William et de Johnny Cash et par la «Soirée du hockey»; ces hivers qui ont forgé mon imaginaire et me donnent encore aujourd'hui la force de vivre, d'être heureux, d'aimer et de penser. Tout, ou presque, se trouve là, dans ces hivers d'enfance : mon être, mon caractère, mes origines, mon existence, la source où je continue de m'abreuver, la nature, mon éducation, ma musique, mais aussi ma famille, ceux que j'aime tant, mes parents, papa qui n'est plus et maman qui se bat maintenant contre la maladie, mes aïeux, mes ancêtres... Tout ce qui me fut donné en héritage.

Je les ai aimés ces hivers, froids et enneigés; des hivers exigeants, mais parfois si puissants, rayonnants, éclairants et envoûtants; des hivers au beau milieu de la forêt familiale toute blanche, en raquette sur des chemins parfois sans issue, parmi les pins, les cèdres et les bouleaux; ces hivers sous un beau clair de lune ou sur la rivière, avec ses risques et périls, à distance du monde, non loin de notre église derrière laquelle se trouve un petit paradis, lieu du repos éternel.

Oui, je les ai aimés ces hivers de mon enfance. Tout simplement parce qu'à cette époque, les hivers étaient bien plus qu'une saison. C'était aussi l'expression de la misère, de la douleur, mais aussi des luttes et du courage face à l'adversité : un écrin rugueux où vivre ensemble en famille était encore, au mépris du superflu, la seule chose qui comptait; une expérience parfois difficile, mais bien vivante et toujours porteuse de sens 50 ans après.

LES TRÉSORS CACHÉS

En rendant grâce ainsi à la nature des hivers de mon enfance dans la péninsule acadienne, jusqu'aux extrémités les plus sauvages, j'honore avec tout le poids de mon esprit le sang et la vie de ceux qui m'ont fait tel que je suis. Mais il y a davantage. Dans cette mélancolie blanche des hivers que j'ai connus au Nouveau-Brunswick se cachent en réalité des choses sacrées. Du sacré qui ne vient qu'à ceux qui sont capables, grâce au travail de mémoire, de le faire revivre dignement comme un «trésor» que l'on croyait perdu à jamais. Là, dans cette volonté d'accueillir et de transmettre ces trésors du passé, réside la possibilité de se définir soi-même et d'affirmer son amour du monde.

Malheur à ceux qui, sous le coup du progrès, de l'uniformisation et de la mode du jour, considèrent que cette pas-

sion pour les *petits mondes communs*, animés de sentiments et d'émotions dignes de constituer des souvenirs et des légendes inoubliables — ces «cadres sociaux de la mémoire» comme dirait Maurice Halbwachs —, ne représente à vrai dire pas grand-chose, mis à part une nostalgie. Comme le dit avec regret le poète Paul Valéry, ceux-là entrent vraiment dans l'avenir à reculons.

Les hivers de mon enfance sont le parfait exemple de ce besoin humain fondamental de ressourcement pour affronter l'avenir avec dignité et espoir. Ils symbolisent un amour tendre, une passion dévorante pour la simplicité du matin, la meule de cheddar, le pain grillé, les œufs et le bacon. Ils sont l'expression d'un profond attachement pour les gens de caractère, braves et courageux, ceux qui ont le cœur bien placé et qui méritent que Dieu leur réserve une place dans la maison de l'éternité.

SEULS DEMEURENT LE SOL NATAL ET CEUX QU'ON AIME

L'éternité, lieu de blancheur et de lumière comparable aux hivers de mon enfance où le parfum du thé King Cole, bouillant à longueur du temps sur le poêle durant ces belles journées ensoleillées de février, évoque encore à mon esprit la douceur, la paix; bref, un art de vivre qui s'appelait aussi générosité à l'égard des amis et des visiteurs. Ces hivers d'une enfance acadienne m'ont appris non seulement la générosité et l'ouverture, mais le pardon, la promesse et l'espoir.

Si tout ce que je suis paraît bien se trouver là, dans ces hivers de mon enfance, c'est parce que ceux-ci reflétaient sans doute l'esprit de celles et ceux qui m'ont appris à les aimer. Alors, je pose la question : Pourquoi en irait-il autrement? Pourquoi devrions-nous nous justifier, voire refouler ce que nous sommes? Mis à part les injonctions de la nature qu'il nous faut sagement apprendre à déchiffrer pour mieux la respecter, pourquoi faudrait-il nous adapter au temps présent, au changement? Qu'est-ce que cela signifie, sinon une antinomie de la raison?

Le lecteur pourra certainement en dire autant que moi au sujet des hivers d'enfance. Mais si j'ai voulu pour ma part vous parler de mes souvenirs d'hiver, à Rivière-du-Portage, c'est parce qu'un brin de nostalgie vient de surgir en moi telle une vraie dette du sens. Seule la nostalgie, par son pouvoir de ranimer le passé à travers des émotions et des sentiments, peut nous redonner la faculté de penser. Et, s'il le faut, penser à contre-courant comme ce fut le cas durant les hivers de mon enfance. ▲



DANS CETTE MÉLANCOLIE BLANCHE DES HIVERS QUE J'AI CONNUS AU NOUVEAU-BRUNSWICK SE CACHENT EN RÉALITÉ DES CHOSES SACRÉES ”

Une incursion dans le monde des arts

CONNEXION

DIMANCHE 18 h 05 ICI TÉLÉ

CANADA PLACE DENTAL

www.downtowncanadaplacedental.com

Nous offrons les services suivants :
Urgences acceptées le même jour, Traitement cosmétique,
Blanchissage des dents, Remplissage en céramique,
Implantations, Couronnes en céramique en une seule visite
Blanchissage de dents GRATUITS pour les nouveaux patients

Situé au centre-ville - édifice Théâtre Citadel
9828, 101A Avenue Edmonton (AB) T5J 3C6
Stationnement remboursé

Tél.: 780 424-6272 | canadaplacedental2@gmail.com

Notre Expérience. Votre Avantage.

Nous exerçons dans plusieurs domaines de droit y compris le droit de l'emploi, litiges de succession/testaments et droit immobilier.

Pierre C. Desrochers, c.r. • C. Vincent Kurata • Justin E. Kingston • Céline G. Bégin • Patrick W. Coones

1801 TD Tower, 10088 - 102 Avenue, Edmonton, AB T5J 2Z1
T 780.426.4660 F 780.426.0982
www.mccuaig.com

GLOSSAIRE

D'ANTAN

Qui se réfère à un passé lointain, avec un brin de nostalgie



↑ Derrière Françoise Sigur-Cloutier, son «roc», son conjoint Michel Cloutier et ses deux filles, Isabelle et Claire Brigliadori. Crédit : Courtoisie

LE TRAVAIL DE FRANÇOISE SIGUR-CLOUTIER FAIT ÉCHO DANS LES AMÉRIQUES

Le 27 octobre dernier, **Françoise Sigur-Cloutier** est devenue membre de l'Ordre des francophones d'Amérique. Une belle consécration pour cette femme qui a voué sa vie à la communauté francophone en milieu minoritaire, ici en Alberta, mais aussi en Saskatchewan.

C'est, semble-t-il, à la fois un grand honneur et un peu intimidant pour Françoise Sigur-Cloutier de se retrouver au côté du conteur Fred Pellerin, de la fondatrice et présidente du Conseil de gouvernance de l'Université de l'Ontario français, Dyane Adam, et de la professeure émérite de l'Université d'Ottawa, Linda Cardinal.

Elle estime que les personnes ayant reçu cette distinction dans le passé, et en même temps qu'elle, sont «des géants» de la francophonie. Humblement, elle mentionne que ses actions dans et pour la communauté «ne lui paraissent pas si importantes». Elle explique que celles-ci avaient pour objectif de répondre d'abord aux besoins personnels de ses enfants et aux siens.

“ JE PEUX TOUJOURS FAIRE QUELQUE CHOSE À MOINS QUE LA SANTÉ M'ARRÊTE ”

Françoise Sigur-Cloutier

Originnaire de France, Françoise Sigur-Cloutier s'est installée à Calgary en 1969. Elle se remémore, «je ne pouvais vivre qu'autrement qu'en français. C'était une condition presque de survie». En effet, le français était, pour cette militante de la francophonie, une partie intégrante de son identité. «Il ne me semblait pas que j'aurais pu vivre les moments intimes de ma vie en anglais», explique-t-elle.

À l'entendre, il était d'ailleurs hors de question que ses enfants deviennent anglophones. C'est pour cela qu'elle s'est

impliquée, afin de leur donner des occasions «d'enrichir leur environnement» dans la langue de Molière.

C'est avec une grande fierté qu'elle fait part à la rédaction des qualités linguistiques de ses trois enfants. «Ils parlent aujourd'hui très bien français.» En plus de la langue, ils ont aussi pu goûter à l'apprentissage du patrimoine canadien-français en fabriquant notamment des ceintures fléchées en macramé, symbole de la persévérance et de la ténacité de ces francophones qui ont fait l'Amérique.

UNE FEMME DE LA COMMUNAUTÉ

Françoise Sigur-Cloutier prend conscience de son amour pour la vie communautaire lors de son court passage à Montréal, juste avant son déménagement en Alberta. Élevée en France, entourée de sa famille, de ses voisins et de ses amis, «il y avait toujours quelqu'un autour de moi qui enrichissait ma vie». Dans la métropole québécoise, elle n'a jamais ressenti ce sentiment d'inclusion. Elle avoue même que c'est l'un des moments les plus tristes de sa vie.

Dès qu'elle a mis les pieds dans la métropole albertaine, le vent a toutefois changé de direction. «Les membres de la paroisse Sainte-Famille, la Société franco-canadienne de Calgary

et le Cercle français de l'Université de Calgary sont très rapidement devenus ma communauté.» C'est ainsi qu'elle a commencé à s'engager dans la vie communautaire.

Elle a notamment été à la tête de l'ACFA régionale de Calgary et a même été la première directrice générale de la Fédération provinciale des Francosaskoises (Saskatchewan), en plus de travailler à propulser la francophonie dans la littérature francophone en milieu minoritaire.

UNE FEMME D'ACTION

Aujourd'hui, à 76 ans, Françoise Cloutier-Sigur est toujours aussi engagée. Elle est membre des conseils d'administration de La Fondation franco-albertaine et du Centre d'accueil pour les nouveaux arrivants francophones (CANAF). Il y a en elle un dynamisme magnifique qui fait

d'ailleurs l'admiration de ses pairs.

Consciente d'être aujourd'hui «une aînée», elle sait qu'elle peut toujours contribuer à la communauté. «Je peux toujours faire quelque chose à moins que la santé m'arrête.» Elle enchérit, «je ne peux pas voir une situation [qui évoque un enjeu de société] sans rien faire. Je ne suis pas le genre de personne qui dit comment ça se fait et qui ne fait rien».

À l'affût de l'actualité, elle a trouvé qu'aux dernières élections fédérales, provinciales et municipales, les campagnes n'ont pas assez abordé la situation des aînés qui voudraient habiter le plus longtemps possible dans leur maison. Une fois de plus, elle compte apporter sa voix à ce nouveau dossier très important pour elle en espérant qu'il y en aura bien d'autres. ▲

GLOSSAIRE

MACRAMÉ

Une technique de fabrication à l'aide de fils tressés et de nœuds

LA RÈGLE DE GRAND-MÈRE GRAMMAIRE

Doit-on écrire «Quoique» ou «Quoi que»?

Voici deux moyens mémotechniques qui peuvent nous aider à choisir la bonne orthographe. **Quoique** peut être remplacé par la conjonction de coordination **Bien que**, tandis que **Quoi que** s'emploie pour dire **Quelle que soit la chose que**.

Ex. : **Quoi que** je fasse, je n'y comprends rien à ces règles de grammaire!

Ex. : **Quoique** le français soit minoritaire en Alberta, de plus en plus de francophones s'installent dans la province.

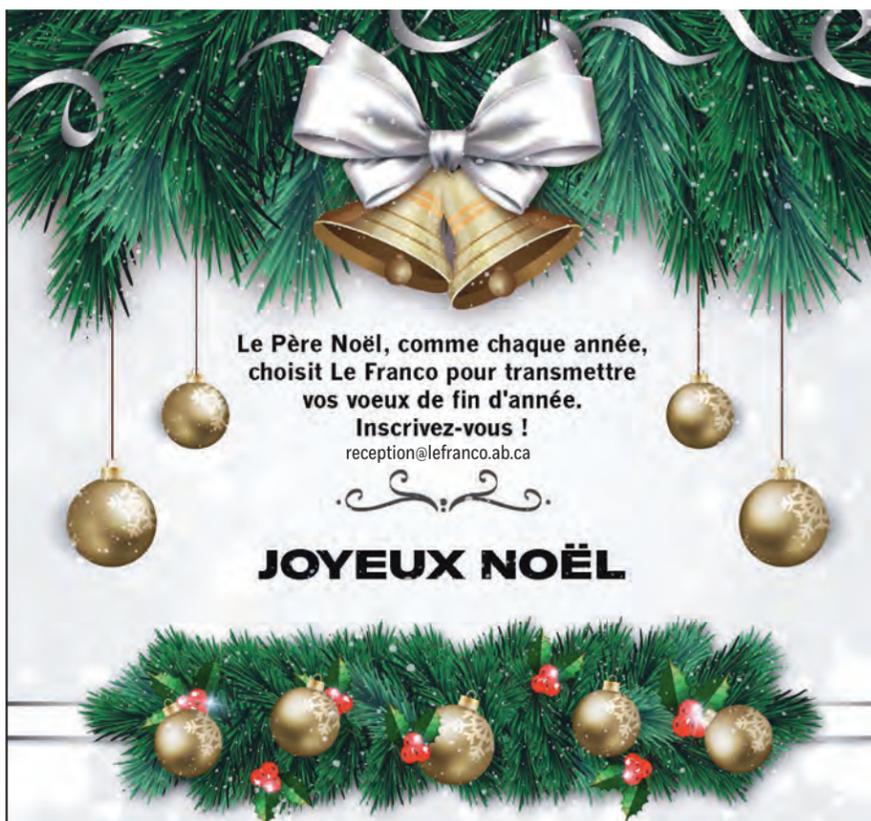


«AVOIR LES MAINS PLEINES DE POUCES»

L'expression québécoise «Avoir les mains pleines de pouces» est une expression très imagée. C'est faire preuve d'une grande maladresse; c'est donc comme avoir «deux mains gauches».

Ex. : Je n'aime pas être dans la même équipe que Stan. Il a les mains pleines de pouces et on ne gagne jamais.

Ex. : Mon papa est venu m'aider à réparer la baignoire, mais il a les mains pleines de pouces. La salle de bain est maintenant inondée.



**JUSQU'À
50%
DE RABAIS**

**QUELQUES IDÉES
À GLISSER DANS
LE BAS DE NOËL**

Vendredi FOU

CYBER Lundi

En vigueur du 25 novembre
au 8 décembre 2021

 ACFA
BOUTIQUE

acfa.ab.ca/boutique
QUANTITÉS ET DISPONIBILITÉS LIMITÉES

Investir dans la relève

APPEL AUX DONNS POUR LE FONDS DU JOURNAL LE FRANCO

Votre journal se fait un devoir de former, d'outiller et de promouvoir la relève journalistique en Alberta. C'est dans cet objectif que nous sollicitons vos dons dans le cadre du 8e Francothon organisé par la Fondation franco-albertaine.

En offrant 20\$, 50\$, 100\$ au Fonds du journal Le Franco, vous nous permettez de développer un programme de stage d'été rémunéré pour des élèves du secondaire. Tout l'argent reçu par le journal sera reversé directement à de jeunes Albertain-e-s qui veulent perfectionner leur talent d'écriture et créer du contenu d'intérêt en français.

En soutenant ce fonds, vous poserez un geste à double portée, c'est-à-dire que vous investirez dans la relève tout en soutenant l'épanouissement et le futur de la francophonie albertaine et canadienne. Merci d'avance pour votre générosité.

Un reçu aux fins d'impôts vous sera remis pour tout don de 20 \$ et plus.

Pour faire un don :

fondationfa.ca/fonds/fonds-du-journal-le-franco/
ou écrivez à direction@lefranco.ab.ca





↑ Les denrées sont récupérées par les bénévoles et triées pour permettre une meilleure distribution aux personnes qui en ont besoin. Crédit : Courtoisie



↑ La collecte de dons est un moment important pour toute l'équipe bénévole. Cette année encore, les partenaires espèrent un bel élan de solidarité. Crédit : Courtoisie

LE MARCHÉ SOLIDAIRE SE PRÉPARE

Cette année, la quatrième édition du Marché Solidaire de la communauté francophone aura lieu le samedi 18 décembre. Cet événement, destiné aux familles à faible revenu, a permis, en 2020, d'apporter un soutien alimentaire à 427 personnes.

*** GLOSSAIRE**

DENRÉE
Produit destiné à la consommation alimentaire

LE FRANCO ET LE CENTRE D'APPUI FAMILIAL

Comme en 2019, le Marché Solidaire aura lieu sous forme d'épicerie éphémère dans La Cité des Rocheuses, à Calgary. Les familles pourront ainsi s'approvisionner en denrées à moindre coût selon leurs besoins et tout en respectant leurs habitudes alimentaires.

Avant le jour de l'événement, les familles doivent s'inscrire à l'activité et réserver un créneau horaire, c'est-à-dire l'heure à laquelle elles devront se présenter à La Cité des Rocheuses. Ce système de rendez-vous permettra d'assurer

des conditions sanitaires sécuritaires pour tous les participants, les bénévoles et les membres des organismes qui seront présents.

LE TEMPS DES FÊTES APPROCHE

Cet événement ne peut avoir lieu que grâce à la générosité et la bienveillance de tous. Qu'il s'agisse de dons en argent ou en denrées non périssables, même la plus petite des contributions sera d'un grand soutien pour les familles dans le besoin, en particulier à la veille des fêtes de fin d'année.

Bien que la campagne de dons monétaires soit déjà commencée, la récolte des **denrées** sera, quant à elle, lancée le mercredi 1^{er} décembre.

Ce projet est un partenariat entre plusieurs intervenants de la communauté francophone

du sud de l'Alberta, soit le Centre d'accueil francophone de La Cité des Rocheuses, le Centre d'appui familial, le Conseil scolaire FrancoSud, la paroisse Sainte-Famille de Calgary et le Réseau santé Alberta.

Sans oublier les bénévoles, tous désireux de s'impliquer pour la communauté francophone et dont le soutien majeur permettra d'assurer le bon déroulement de cette édition du Marché Solidaire.

Afin que le Marché Solidaire soit encore un succès cette année, soyons tous unis pour notre communauté! ▲

Pour plus d'information :

- La Cité des Rocheuses : <https://bit.ly/3oLkT3g>

La ressource connexe 2SLGBTQIA+ francophone en Alberta

ATELIERS
Démystification de la diversité sexuelle et du genre #pourlaFRAB!

Grammaire française inclusive

Ressources éducatives pour les écoles et organisations

RENCONTRES QUEER MENSUELLES

Engage-toi!

Deviens membre pour rester au courant de nos activités mensuelles et de tout ce qui touche les enjeux 2SLGBTQIA+ dans la #FRAB

info@cfqo.ca

www.cfqo.ca



Financé par le gouvernement du Canada





↑ Photo de l'équipe jeunesse du Edmonton Fusion FC. Crédit : Courtoisie

LA PASSION DU FOOTBALL DÉBARQUE À EDMONTON

Au cours des dernières années, la passion pour le football à Edmonton s'est accrue. Avec les jeunes vedettes qui composent l'équipe du Canada de soccer, il est difficile de ne pas s'enthousiasmer. Toutefois, les infrastructures d'Edmonton doivent encore être améliorées pour que les joueurs de football puissent s'entraîner toute l'année.

• **Le futsal** (*futbol de sala*) ou soccer intérieur est un sport collectif apparenté au football. Cet se joue avec les pieds et un ballon sphérique. Il oppose deux équipes de cinq joueurs dans un gymnase ou sur un terrain de handball.

• **Le Edmonton Fusion FC** offre aux francophones la possibilité de pratiquer le football. Le Club prône aussi le bilinguisme en invitant les anglophones à participer aux entraînements. La plupart des entraîneurs sont bilingues ou des anglophones qui apprennent le français.

Près de 50 000 personnes ont assisté aux deux matchs opposant le Canada au Costa Rica et au Mexique lors des qualifications de la Coupe du monde de soccer. Une occasion unique pour les passionnés et les autres de vibrer dans le stade, mais aussi à l'extérieur.

Philip Worré était l'un d'eux. Originaire de Paris, il a vaincu la neige et le froid pour vivre la victoire de l'équipe canadienne contre le Mexique. Fan du PSG (Paris Saint-Germain FC) depuis son enfance, il allait aux matchs presque toutes les semaines lorsqu'il vivait dans la capitale française.

Philip Worré, aussi président du PSG Fan Club Alberta, n'en croyait pas ses yeux lors des matchs à Edmonton. «C'était une ambiance qu'on retrouve dans n'importe quel stade en Europe.» De son côté, le président fondateur d'Edmonton Fusion FC, Joris Desmares-Decaux est heureux de voir de telles rencontres dans sa ville.

Grâce à ce genre d'événements, la visibilité du football et son attrait grandissent au Canada. «On est en train de cultiver nos jeunes talents de demain», explique le fondateur du Edmonton Fusion FC. Aujourd'hui, c'est plus d'une centaine d'enfants francophones et francophiles qui participent aux entraînements du Club.

LE FOOTBALL PROFESSIONNEL AU CANADA

Devenir un joueur de football professionnel canadien n'est pas une tâche facile, mais aujourd'hui le rêve est possible. En effet, la récente montée en puissance des talents et l'engouement autour de la MLS (la ligue majeure de soccer) aident les jeunes Canadiens à croire en leurs espoirs de Ballon d'or.



ISAAC LAMOUREUX
JOURNALISTE



↑ Soccer intérieur - équipe masculine du Edmonton Fusion FC. Crédit : Courtoisie



↑ Philip Worré portant son uniforme du PSG. Crédit : Courtoisie

Joris Desmares-Decaux assure qu'aujourd'hui, «on a des franchises canadiennes qui sont au plus haut niveau».

«On a aussi la PLC (Première ligue canadienne) qui est en train de donner l'opportunité aux jeunes Canadiens de jouer professionnellement», ajoute Joris Desmares-Decaux.

Si les ligues professionnelles sont en plein essor au Canada, les admirateurs qui assistent aux événements doivent eux aussi être plus nombreux, explique le supporter du PSG et du FC Edmonton. Détenteur de billets à la saison, Philip Worré dit qu'«il faut une plus grande présence avec les clubs locaux. Aller voir le FC Edmonton!»

Les jeunes vedettes canadiennes, comme Alphonso Davies et Jonathan David, deviennent de plus en plus populaires. «Grâce à lui [Davies], il y a beaucoup de gens qui commencent à regarder le football», dit Philip Worré.

PEUT-ON JOUER AU FOOTBALL EN HIVER?

Durant l'hiver, Joris Desmares-Decaux et son équipe organisent des entraînements de futsal

chaque semaine. Cela permet d'améliorer les techniques des joueurs. «Même si les gens sont très passionnés par le football en été, en hiver, ils préfèrent malheureusement pratiquer des sports comme le hockey», dit Joris avec déception.

Les prix sont très élevés pour pratiquer le football en hiver, notamment pour avoir l'accès aux salles. Hors pandémie, Joris assure que la demande était là, mais qu'il n'y avait pas assez de terrains ni à Edmonton ni à Calgary. Cette année est un peu particulière, car l'accès aux salles dépend de la vaccination des uns et des autres. De plus, il semblerait que les réservations se fassent en mai et que certaines personnes en profitent pour abuser du système et revendre leurs réservations pour faire du profit ou avoir un monopole. «C'est un monopole de terrains», ajoute Joris Desmares-Decaux avec une pointe d'agacement.

Pendant longtemps, le football n'occupait pas une part importante du marché du sport à Edmonton. «Pas jusqu'à récemment en tout cas», dit Philip Worré avec excitation. Un intérêt grandissant qui fait d'ailleurs espérer de nouvelles infrastructures pour ce sport.

«Il faut encourager les clubs à s'implanter de plus en plus, à découvrir les talents», ajoute Philip Worré. Il faut se fédérer le plus possible autour du ballon rond et «attirer l'attention sur nos talents» en prévision de la Coupe du monde de la FIFA en 2026. ▲

* GLOSSAIRE

AGACEMENT
Un sentiment d'irritation, d'impatience, énerver une personne

PSG FAN CLUB ALBERTA

«LA CLIM... FROID»

Rejoignez le club officiel des
supporteurs du PSG en Alberta
cadeaux - activités familiales

www.psgalberta.ca



↑ Bonus Cimpaye Tshipamba (à gauche) lit toujours des bandes dessinées et, parfois, il est même accompagné. Crédit : Courtoisie

DES BULLES EN FRANÇAIS POUR TOUS LES PASSIONNÉS DE BANDES DESSINÉES

Pour les petits et les grands enfants de Calgary, **Dessinoox** vous fait voyager dans l'imaginaire des plus grands illustrateurs de la francophonie. Avec plus de 800 albums, ce club de lecture deviendra à n'en pas douter un lieu de rencontres pour de nombreux bédéphiles.

Mettre sur pied Dessinoox est pour son propriétaire, Bonus Cimpaye Tshipamba, une façon de contribuer à la francophonie. «Ici, nous sommes dans un milieu anglophone et la plupart des services qu'on a, c'est surtout en anglais, alors j'ai cru bon de mettre à la disposition des francophones un service de bandes dessinées.»

D'ailleurs, depuis deux ans, Bonus Cimpaye Tshipamba fait le tour des commerces et des ventes de bandes dessinées pour s'en procurer. Un projet qu'il a financé avec ses fonds personnels. Le montant de cet investissement reste inconnu, Bonus Cimpaye étant un homme discret.

Ouvert au centre communautaire CKE, dans le sud de la ville, à quelques pas du parc Héritage, l'initiateur espère que son club de lecture deviendra à long terme un lieu de rencontres pour la communauté. «Un endroit où les francophones et francophiles peuvent venir lire, mais aussi socialiser autour d'un petit café et échanger en français.»

Durant les restrictions sanitaires, le centre communautaire était fermé. Un service de livraison et de location des **bandes dessinées** était donc offert pour une durée de deux semaines. Néanmoins,



↑ Quelques séries de bandes dessinées faisant partie de son catalogue qui en contient 800. Crédit : Courtoisie

“ C'EST UNE BANDE DESSINÉE DRÔLE QUI MÉLANGE LA FORCE ET LA PERSÉVÉRANCE D'UN JEUNE GARÇON ”

Bonus Cimpaye Tshipamba

Bonus Cimpaye Tshipamba est fier d'avoir ouvert à nouveaux ses portes le 15 novembre dernier.

UNE FAÇON DE VOYAGER

Passionné du 9^e art depuis son plus jeune âge, Bonus Cimpaye Tshipamba se souvient de la première bande dessinée qu'il a lue. «Benoît Brisefer, dit-il avec un large sourire. C'est une bande dessinée drôle qui mélange la force et la persévérance d'un jeune garçon». Cette série a été créée par Peyo, ce même auteur belge francophone de la série Les Schtroumpfs.

Pour Bonus Cimpaye, la bande dessinée a été une façon de voyager pendant son enfance. Habitant au Burundi, il se souvient que lorsqu'il ouvrait ses bandes dessinées, les images lui permettaient de voyager à travers le monde. «C'est comme si j'étais allé en Europe, dans la forêt amazonienne ou dans le Sahara

alors que j'étais en Afrique de l'Ouest. Nous sommes même allés sur la lune avec Tintin [dans le 17^e album de la collection et intitulé On a marché sur la lune].»

Aujourd'hui résidant à Calgary, il trouve plaisant de pouvoir avoir accès aux nouveautés dès leur sortie sur le marché. «Au Burundi, si une bande dessinée venait juste de sortir, elle arrivait 2-3 ans plus tard chez nous.» Il en profite donc pour agrandir sa collection, en «avoir le plus possible» et dénicher les nouveautés. «Je veux continuer à partager ma passion», déclare Bonus Cimpaye Tshipamba. ▲

C'est quoi le neuvième art ?

Cette expression est née en 1964 pour désigner la bande dessinée. Ainsi celle-ci arrive après les 6 arts classiques (l'architecture, la sculpture, la peinture, la danse, la musique, la poésie), le septième art (cinéma) et le huitième art (selon les avis, radio, télévision ou photographie).

GLOSSAIRE

BANDE DESSINÉE
Histoire racontée principalement par des images et accompagnée de bulles de texte



GABRIELLE BEAUPRÉ
JOURNALISTE

LE FRANCO

L'ÉQUIPE

- **SIMON-PIERRE POULIN**
DIRECTEUR
DIRECTION@LEFRANCO.AB.CA
- **VALÉRIANE DUMONT**
DIRECTRICE ADJOINTE
RECEPTION@LEFRANCO.AB.CA
- **ARNAUD BARBET**
RÉDACTEUR EN CHEF
REDACTION@LEFRANCO.AB.CA
- **SARAH THERRIEN**
GESTIONNAIRE DE COMMUNAUTÉ
- **FATMA DIALLO**
GESTIONNAIRE DE PROJET
APPLI@LEFRANCO.AB.CA
- **GABRIELLE BEAUPRÉ**
JOURNALISTE
REPORTAGE@LEFRANCO.AB.CA
- **ISAAC LAMOUREUX**
JOURNALISTE
journaliste.edmonton@lefranco.ab.ca
- **EMMANUELLA KONDO**
JOURNALISTE
journaliste.calgary@lefranco.ab.ca

• **CORRESPONDANTS ET CHRONIQUEURS**
ÉTIENNE HACHÉ, MARINE ERNOULT,
VÉRONIQUE VINCENT, KARINE LAVOIE,
JÉRÔME MÉLANÇON, INES LOMBARDO

• La maquette et le graphisme de cette édition ont été réalisés par **ANDONI ALDASORO ROJAS**

LE FRANCO est la propriété de l'ACFA. Au niveau national, il est représenté par Lignes Agates Marketing (anne@lignesagates.com | 905 599-2561). Le Franco est imprimé par Central Web, à Edmonton. La reproduction d'un texte ou d'une photo par quelque procédé que ce soit est strictement interdite sans l'autorisation écrite du journal.

Lettres ouvertes: Le Franco est ouvert à la publication de lettres ouvertes. La rédaction se réserve le droit de limiter la longueur du texte ou de ne pas publier la lettre si le

contenu est jugé diffamatoire, injurieux ou discriminatoire.

Annonces: Les clients ont 15 jours après la date de parution pour nous signaler des erreurs. La responsabilité du journal se limitera au montant payé pour la partie de l'annonce qui contient l'erreur, si l'erreur est celle du Franco.

Avis lecteurs: N'hésitez pas à nous faire part de vos commentaires en écrivant à l'adresse reception@lefranco.ab.ca

L'équipe du Franco reconnaît qu'elle exerce ses activités sur les territoires visés par les traités no 4, 6, 7, 8 et 10, des lieux de rencontre traditionnels et la patrie de nombreux peuples autochtones dont les Cris, les Dénés, les Sioux Nakota, les Saulteaux, les Ojibwés, les Niitsitapi (Pieds-Noirs) et les Métis. Nous prenons acte de leur empreinte sur ce territoire au fil des siècles et de leur rapport spirituel et concret à la terre, source d'un riche patrimoine pour notre vie communautaire.



Lignes Agates Marketing

réseau presse
média professionnels et petits médias

FIER MEMBRE

CentralWeb
Heatset & Coldset Web Printing

Nous reconnaissons l'appui financier du gouvernement du Canada

Canada



↑ La photo «Beauty Like a Sunflower» de Gessy a notamment été exposée au café Receiver de Charlottetown. Crédit : Courtoisie Robin Gislain Shumbusho

ROBIN GISLAIN SHUMBUSHO TRACE SA ROUTE AU CANADA

De Kigali à Charlottetown, **Robin Gislain Shumbusho**, alias Gessy, balade son objectif, à l'affût d'un regard à capturer ou d'un moment à immortaliser. Passionné de photographie, cet étudiant international rwandais, arrivé il y a trois ans à l'Île-du-Prince-Édouard, a récemment intégré le prestigieux programme de mentorat Canon Futures. En dépit du racisme dont il a pu être victime, il rêve désormais de devenir citoyen canadien.

FRANCOPRESSE



“UN PORTRAIT, C'EST COMME UN LIEU DE RENCONTRE”
Robin Gislain Shumbusho

MARINE ERNOULT
FRANCOPRESSE

Son cours à peine terminé, Gislain nous attend dans les sous-sols du Département de photographie et de vidéo du Collège Holland. Bonnet jaune sur la tête, l'air avenant, il nous invite à le suivre dans l'atelier d'encadrement de photos.

Le visage du photographe de 22 ans s'éclaire d'un grand sourire quand il commence à raconter son histoire. Originaire de Kigali au Rwanda, il est arrivé il y a trois ans à l'Île-du-Prince-Édouard (Î.-P.-É.).

«À la maison, quand tu vas à l'étranger, c'est un petit prestige; c'est que tu as réussi ta vie», partage Gislain. Pourtant, ses parents ont dû le convaincre de partir : «Au départ je n'étais pas trop excité, car je sais que ça coûte très cher à ma famille.»

Il s'amuse encore de sa première vision de l'Île, à travers les hublots de l'avion en provenance de Montréal : Charlottetown, capitale provinciale, plongée dans un noir d'encre; le froid et la neige sur le tarmac de l'aéroport «si petit».

«J'étais choqué, je me suis dit "houla, mais où sont les lumières?" J'ai compris que je m'étais embarqué dans le vrai Canada», plaisante le jeune homme.

UNE VOCATION NÉE À L'ADOLESCENCE

D'abord inscrit en commerce à l'Université de l'Î.-P.-É., Gislain se rend vite compte que cette filière, choisie «pour satisfaire ses parents», ne lui convient pas. Passionné de documentaire, il se tourne alors vers le journalisme. Là encore, cette orientation lui déplaît.

La véritable passion de Gislain, c'est la photo, un domaine qu'il expérimente depuis l'adolescence. Les boîtes noires ont toujours été ses complices dans les réunions de famille, dans les rues de Kigali qu'il arpente en quête de regards à capturer, d'humanités à révéler.

«Ma mère m'a poussé à m'investir dans cette voie, elle me disait que j'avais un bon œil. Chez nous, c'est très important d'avoir des talents artistiques», raconte-t-il. Avec une mère chanteuse amatrice et un père ancien musicien professionnel, Gislain a toujours baigné dans un milieu culturel très riche.

Presque chaque soir, le jeune homme regardait des émissions de télévision avec ses deux frères et ses parents : «La façon de raconter des histoires en images me fascinait. C'est à ce moment-là que ç'a cliqué dans ma tête.» Une vocation était née.

Il se souvient encore du premier téléphone cellulaire avec appareil photo que son père lui a donné, du premier Canon que l'une de ses tantes lui a mis entre les mains. «Je me suis tellement amusé avec que je l'ai suppliée en vain de me le laisser», se rappelle Gislain. Ce n'est qu'à son arrivée au Canada qu'il achètera son premier objectif.

«UN PORTRAIT, C'EST COMME UN LIEU DE RENCONTRE»

En septembre 2021, Gislain finit par sauter le pas et s'inscrit aux cours de photographie du Collège Holland. Simultanément, il expose pour la première fois un de ses projets — des portraits de personnes racisées — dans un café de Charlottetown. Principalement intéressé par les genres du portrait et du documentaire, l'artiste tente de déchiffrer le mystère de l'être.

«Un portrait, c'est comme un lieu de rencontre, explique Gislain. Quand on regarde une personne dans les yeux, il y a une partie de sa vie qu'on ne peut pas connaître. Le portrait donne une foule de petits détails — ses rides, son rire, sa façon d'ouvrir les yeux — qui nous permettent d'imaginer sa vie, de la rêver.»

Avant même d'intégrer le collège universitaire de Charlottetown, Gislain a lancé sa petite entreprise de photographie en 2020. Les commandes d'agences de mannequins et d'artistes, mais aussi de particuliers et d'entreprises lui permettent désormais de vivre de sa passion.

L'étudiant-entrepreneur commence à se faire un nom, à un point tel que Canon l'a choisi parmi plus de 200 candidats pour faire partie du programme de mentorat Canon Futures, d'une durée de douze mois.

Aux côtés de 20 autres photographes en devenir, il apprend des plus grands professionnels nord-américains. Depuis septembre, il est déjà allé à Toronto pour rencontrer les équipes de la société et en Alberta pour participer à une série d'ateliers.

Touche-à-tout, Gislain s'intéresse également à la vidéo. Dans la foulée du mouvement Black Live Matters, il a réalisé un premier documentaire en deux parties, posté sur Instagram. Face à la caméra, dix personnes noires, vivant à l'Île depuis au moins trois ans, témoignent du racisme dont elles ont été victimes et partagent leurs émotions.

«IL A RECONNU MON ACCENT ET M'A TRAITÉ DE "SALE NOIR"»

L'artiste a lui-même été confronté au poison du racisme dans la province. Il évoque les regards **suspicieux** qu'on lui jette quand il rentre dans un magasin, les autres clients systématiquement servis avant lui.

Surtout, il n'oubliera jamais cet appel d'un client mécontent alors qu'il travaillait dans un centre d'appels pour arrondir ses fins de mois. «Il a reconnu mon accent et m'a traité de "sale noir"», lâche Gislain, les yeux fermés, la voix empreinte d'une grande tristesse. L'étudiant ne s'attendait pas à une telle haine en immigrant au Canada.

«Au Rwanda, c'était quelque chose de distant, je ne pensais pas que ça existait réellement, confie-t-il. Maintenant, c'est ma réalité, je dois apprendre à vivre avec et trouver mon chemin.»

Une vie à «vivre avec», mais pas une vie à se taire : «Quand j'ai l'opportunité de répondre, je n'hésite pas, je ne me laisse pas faire.»

En dépit de ce quotidien parfois pesant, Gislain aime son «existence paisible» à l'Î.-P.-É., propice à la création. «J'ai pu m'intégrer facilement, créer des liens avec des gens du monde entier», se réjouit-il.

L'émigré n'oublie pas pour autant sa famille et son pays d'origine, qui lui manquent terriblement. Il espère pouvoir y retourner d'ici trois ans. Il rêve de s'asseoir à une terrasse de café de Kigali pour parler avec des aînés : «Là-bas, n'importe qui a une histoire extraordinaire à raconter. C'est la magie de mon pays.»

PEUR DE PERDRE LE FRANÇAIS

La pandémie, et avec elle la fermeture des frontières, ont rendu la séparation encore plus douloureuse. Les kilomètres qui séparent Gislain de ses proches se sont multipliés. Le jeune homme a été pris de vertige à plusieurs reprises quand il pensait à ses parents — à sa mère, psychologue à l'hôpital, à son père dont le commerce automobile a connu d'importantes difficultés financières.

Ce qui manque à Gislain, c'est aussi l'une de ses deux langues maternelles : le français. Il a très peu de contact avec la communauté francophone de l'Île, dont il n'a appris l'existence que récemment. «Ça me surprend à chaque fois que j'entends parler français», reconnaît-il.

Craignant de perdre cette langue, il s'oblige à la parler avec son frère de 19 ans, Armel, qui l'a rejoint il y a un an, et dès qu'il appelle sa mère au téléphone.

Mais pour rien au monde Gislain ne quitterait l'Île. «Je continuerai à voyager, mais à la fin de la journée, je rentrerai toujours ici. C'est un bon endroit pour avoir une maison et fonder une

famille», assure-t-il. Ses rêves? Faire venir ses parents, et devenir citoyen canadien.

Alors que l'entrevue tire à sa fin, Gislain mentionne son prochain projet documentaire, qui portera sur les artistes insulaires et sera financé par la Fédération culturelle de l'Î.-P.-É. (FCÎPÉ). Il mentionne aussi son envie d'exposer ses photos au Rwanda, ainsi que son inquiétude face à l'hiver imminent : «Quand la neige commence à tomber, tout s'arrête. Le temps est comme suspendu.» ▲

GLOSSAIRE

SUSPICIEUX
Qui révèle de la méfiance envers l'autre

BESOIN D'INFORMATION JURIDIQUE?

Nous sommes là pour vous aider!

Par téléphone Sans frais 1 844 266-5822

Par courriel question@infojuri.ca | www.ajefa.ca

Service d'assermentation gratuit à Edmonton

